

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES
WARRANTS AGRICOLES

ÉTUDE DES LOIS

DU 18 JUILLET 1898 ET DU 30 AVRIL 1906

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mercredi 28 avril 1909, à 2 heures 1/2

PAR

E. DEVILLEZ

Président : M. WEISS, professeur.

Suffragants : } *MM. SOUCHON, professeur.*
 } *GEOUFFRE DE LAPRADELLE, agrégé.*

LIBRAIRIE

De la Société du Recueil J.-B. Sirey, & du Journal du Palais

Ancienne Maison **L. LAROSE & FORCEL**

22, Rue Soufflot, PARIS, V^e Arr^e.

L. LAROSE & L. TENIN DIRECTEURS

—
1909

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES

WARRANTS AGRICOLES

ÉTUDE DES LOIS

DU 18 JUILLET 1898 ET DU 30 AVRIL 1906

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mercredi 28 avril 1909, à 2 heures 1/2

PAR

E. DEVILLEZ



Président : M. WEISS, professeur.

Suffragants : } MM. SOUCHON, professeur.
GEOUFFRE DE LAPRADELLE, agrégé.

LIBRAIRIE

De la Société du Recueil J.-B. Sirey, & du Journal du Palais

Ancienne Maison L. LAROSE & FORCEL

22, Rue Soufflot, PARIS, V^e Arr.

L. LAROSE & L. TENIN DIRECTEURS

1909



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LES WARRANTS AGRICOLES

Etude des lois du 18 juillet 1898 et du 30 avril 1906

AVANT-PROPOS

L'institution des warrants agricoles a pour but de permettre au cultivateur d'emprunter en engageant ses produits sans les déplacer et d'attendre ainsi le moment opportun pour les vendre à un prix rémunérateur.

Le crédit agricole est évidemment nécessaire à la prospérité de l'agriculture. Or les formes anciennes du crédit étaient insuffisantes pour les besoins de l'agriculture moderne. D'une part le crédit personnel repose uniquement sur la confiance qu'inspirent l'honorabilité, le travail, la situation de fortune ; on comprend dès lors combien les dangers de l'insolvabilité en restreignent le développement.

D'autre part le crédit hypothécaire n'est accessible

qu'au propriétaire ; il exige des formalités onéreuses et n'est pratiquement susceptible que de prêts importants. De là est né en Europe, en ces derniers temps, un mouvement en faveur de la constitution d'un crédit agricole spécial.

En 1898 le législateur français a voulu adapter à l'agriculture le procédé du warrant dont les avantages étaient déjà si appréciables pour le commerce. Sans doute l'agriculteur pouvait, avant 1898, engager ses récoltes en les déposant dans les magasins généraux, suivant les dispositions de la loi du 28 mai 1858. Mais ces magasins étaient éloignés des centres agricoles et organisés principalement pour le commerce. En outre les formalités et les frais de ce mode de crédit ne lui permettaient pas d'entrer dans la pratique des agriculteurs. La loi de 1898 a eu pour but d'assurer aux cultivateurs un crédit nouveau, sans dessaisissement des produits engagés, de leur procurer facilement les fonds nécessaires aux travaux agricoles, au paiement des impôts, de leur permettre d'attendre le relèvement des cours.

Mais la loi de 1898 ne donna pas les résultats espérés. Son application présentait des inconvénients très réels. Le défaut de vulgarisation des warrants n'était pas dû seulement à l'esprit de routine des populations rurales. Des critiques sérieuses étaient adressées au système même de la loi. On lui reprochait sa procédure formaliste et rigoureuse, aussi com-

pliquée qu'onéreuse. Des formalités superflues étaient peu en harmonie avec les nécessités rurales. Mais la critique la plus grave adressée à la loi de 1898 était l'exagération des frais qu'entraînait la procédure du warrant. Ces frais étaient si lourds qu'ils rendaient l'opération presque irréalisable.

M. Émile Duport, ayant imaginé, pour évaluer l'importance des frais, une opération relative à un emprunt de 1.000 francs, était arrivé à ce résultat que les frais s'élevaient au chiffre de 7 0/0 par an (1).

Les différents projets ou propositions de lois qui se sont succédés dans les Chambres en vue d'amender la loi de 1898 (projet de M. Jean Dupuy, proposition de MM. Forest et Lamy, proposition de M. Louis Legrand, etc.), se sont attachés à rendre la législation du warrant plus souple, moins restrictive et moins onéreuse, en un mot plus usuelle. De ces efforts est issue la loi nouvelle du 30 avril 1906.

Les nouvelles mesures législatives apportent au régime antérieur des modifications importantes. L'énumération des produits susceptibles d'être warrantés et celle des personnes qui peuvent emprunter sous forme de warrants ont été élargies. Les lieux de dépôt des produits warrantés, les conditions de fonds

1. Cf l'article de M. Duport dans le *Bulletin de l'Union du Sud-Est des syndicats agricoles* et dans le *Bulletin du Syndicat des Agriculteurs de Dié*, n°s d'octobre 1900.

et de forme des warrants ont été aussi l'objet d'améliorations notables.

C'est l'économie de cette loi nouvelle, rapprochée de la loi ancienne, que nous voudrions étudier au point de vue juridique.

CHAPITRE PREMIER

Définition du warrant agricole et étude de ses principaux caractères.

D'après le droit commun, l'individu qui veut affecter à la sûreté d'une dette un objet mobilier doit s'en dessaisir au profit du créancier. A ce principe général les lois relatives aux warrants agricoles ont apporté des exceptions remarquables en permettant aux agriculteurs d'emprunter sur leurs récoltes, sans s'en dessaisir. Ce résultat, nécessaire à l'agriculture, est obtenu grâce au procédé du warrant.

Qu'est-ce donc qu'un warrant ? Le mot vient du verbe anglais to warrant, garantir. C'est un effet garanti par un gage sur une marchandise : selon que cette marchandise sera ou non déposée dans un magasin général, le warrant sera commercial ou agricole.

Il n'entre pas dans le cadre de notre étude d'étudier le warrant commercial. Il nous suffira d'en indiquer les caractères principaux. C'est, comme le warrant agricole que nous analyserons en détail, un

titre à ordre, transmissible par endossement, destiné à conférer au porteur un droit de gage. De ce fait il se distingue essentiellement du récépissé, titre à ordre également, destiné à transférer la propriété. Le premier endosseur d'un warrant est tenu d'en faire immédiatement transcrire l'endossement sur les registres du magasin général où sont déposées les marchandises engagées. Le porteur du warrant a le droit, s'il n'est pas payé à l'échéance, de faire vendre, huit jours après le protêt, par courtier et sans formalité judiciaire, les marchandises engagées. En outre, s'il n'est pas complètement désintéressé, il a le droit d'intenter une action subsidiaire et personnelle contre l'emprunteur et les endosseurs. Il aura pour cette action un délai d'une quinzaine à partir de la vente. Par le dépôt des marchandises dans un magasin général, le warrant commercial ne contredit aucunement les principes généraux du gage.

Il n'en est pas de même du warrant agricole, titre de gage sur des produits restés en la possession du débiteur. Cette sorte de nantissement peut s'opérer à son domicile. Il a le moyen de s'assurer un crédit réel, sans se priver de sa chose.

L'idée du gage sans dessaisissement n'est pas nouvelle. Il existait, en droit romain, une opération analogue dans le fait par le créancier gagiste de remettre la possession de la chose engagée entre les mains du débiteur par le pacte *de precario*. Dans le droit

français, le gage commercial peut être établi sans tradition par la seule remise du connaissance (1), un fonds de commerce peut être donné en nantissement sans déplacement de possession (2).

Il y a donc, par le warrant agricole, constitution d'un privilège spécial qui peut s'opérer sans déplacement de la chose engagée.

Mais quelle est exactement la nature juridique du warrant agricole ?

Le warrant agricole apparaît dans les lois de 1898 et de 1906, avec le caractère d'un gage. Le mot y est plusieurs fois employé. On serait donc en présence d'un véritable gage (3).

Une autre opinion soutient que le warrant agricole constituerait un privilège conventionnel (4).

En réalité, le warrant agricole n'est qu'une variété d'hypothèque mobilière. « Il n'appartient pas au législateur, en effet, nous dit M. Planiol, de méconnaître les définitions scientifiques qui dépendent du seul raisonnement (5). Or le législateur de 1906 est tombé

1. Art. 92, Code com.

2. Art. 2.075, Code civ. complété par la loi du 1^{er} mars 1898.

3. Voir en ce sens un article de M. Pascaud, *Le warrantage des produits agricoles*, dans la *Revue politique et parlementaire*, n° du 10 septembre 1899. Voir aussi les observations de M. Chastenet, rapporteur de la loi de 1898.

4. Voir notamment Durand, *Le crédit agricole*, n° 690.

5. Planiol, *Droit civil*, tome II, n° 2405.

dans la même erreur que celui de 1898, en croyant introduire dans notre droit un gage sans dessaisissement. Ce qu'il appelle de la sorte n'est autre chose qu'une hypothèque mobilière sans droit de suite. »

Le warrant agricole correspond à peu près à l'hypothèque mobilière de notre ancien droit, ne conférant au créancier que le droit de préférence, et on peut lui appliquer la maxime « Meubles n'ont pas de suite par hypothèque » prise dans son sens primitif qui est le suivant : L'hypothèque mobilière ne confère pas le droit de suite, mais seulement le droit de préférence.

Quant à la signification postérieure qu'a prise cette maxime, d'après laquelle l'hypothèque mobilière est dénuée tant du droit de préférence que du droit de suite, elle est contredite par la conception même du warrant agricole qui admet des hypothèques mobilières conférant un droit de préférence.

Il convient d'ajouter que la publicité qui a été organisée autour du warrant agricole rappelle assez la publicité hypothécaire moderne.

Il est donc plus conforme à la nature du warrant agricole de le considérer comme une application de l'hypothèque mobilière (1).

Le mécanisme du warrant est d'ailleurs très simple :

1. En ce sens, notamment, Sourdat, *Des Warrants agricoles*, p. 98 et suiv. *Pandectes françaises*, Répertoire, v^o warrants agricoles, n^o 19.

L'agriculteur, qui veut emprunter sur ses produits, doit se faire délivrer, par le greffier de la justice de paix compétent, un bulletin qui constate la somme à emprunter, la nature et la valeur des produits garantissant l'emprunt.

Nanti du warrant, l'emprunteur l'endossera au profit du prêteur qui acquerra ainsi un privilège sur les produits warrantés. Quant aux produits, ils restent, jusqu'au remboursement des sommes avancées, le gage du porteur du warrant.

Il nous faut maintenant étudier, dans les détails de son fonctionnement, la législation des warrants agricoles. Nous nous permettrons seulement de faire remarquer ici que nous n'avons étudié que d'une manière sommaire l'ancienne loi de 1898. La tâche qui nous était fixée était surtout de montrer, par la comparaison détaillée des articles, et l'étude des documents parlementaires, les théories que la loi nouvelle a empruntées à l'ancienne, et les améliorations qu'elle lui a apportées. Nous constaterons même que sur quelques points la loi nouvelle n'a pas donné les solutions qu'on aurait pu espérer.

CHAPITRE II

Produits warrantables.

D'après la loi de 1898 (art. 1 § 2) on ne pouvait établir un warrant que sur les produits suivants : céréales en gerbes ou battues, fourrages secs, plantes officielles séchées, légumes secs, fruits séchés et féculs, matières textiles, animales ou végétales, graines oléagineuses, graines à ensemercer, vins, cidres, eaux-de-vie et alcools de nature diverse, cocons secs et cocons ayant servi au grainage, bois exploités, résines et écorces à tan, fromages, miels et cires, huiles végétales, sel marin.

Cette liste était limitative. Il était par conséquent impossible d'étendre, par voie d'analogie, la disposition de l'article 1^{er} à des choses différentes de celles que comprenait son énumération. Le législateur de 1906, abandonnant avec raison l'énumération tentée, non sans arbitraire, par l'ancienne loi, consacre le principe du warrantage de tous les produits de l'exploitation qui ne sont pas immeubles par destination. L'article 1^{er} de la loi nouvelle est en effet ainsi conçu :

« Tout agriculteur peut emprunter sur les produits agricoles ou industriels de son exploitation qui ne sont pas immeubles par destination, y compris le sel marin et les animaux lui appartenant. »

En outre, l'article 18 déclare le bénéfice de la loi applicable aux ostréiculteurs.

Ainsi le nouveau texte est très général. Le législateur a pensé avec beaucoup de raison que l'ancienne limitation était dangereuse parce qu'elle laissait inévitablement de côté certains produits utiles.

Il résulte des explications du Rapporteur à la Chambre des députés (1) que l'expression générale « produits industriels » comprend non seulement les beurres, sucres, eaux-de-vie, etc. mais encore les produits des carrières et des mines, les charbons, les phosphates et tous les produits ayant subi certaines transformations industrielles.

Les tabacs sont également warrantables, mais le régime spécial de ces produits devait les soustraire aux règles ordinaires. Il ne pouvait être question de les vendre, puisque l'État était le seul acquéreur possible. Aussi, pour que le créancier pût toucher le prix du tabac warranté, on lui donna le droit de former opposition entre les mains d'un comptable indiqué par la loi.

Au cours des travaux parlementaires qui précédè-

1. *Journal officiel*, 21 nov. 1905, Débats parlementaires, page 3363.

rent la loi de 1906, la lutte s'engagea comme avant 1898, sur la question de l'admission des bestiaux parmi les produits susceptibles d'être warrantés. Le warrantage des bestiaux avait été interdit par la loi de 1898 : les bêtes de somme, de trait, de labour, disait-on, ne sauraient, malgré leur caractère mobilier, constituer des produits périodiques susceptibles d'être warrantés : en effet, ces animaux servent à l'exploitation du fonds : en principe, ils ne sont pas destinés à être vendus. On avait cependant bien fait valoir que cette dernière considération ne pouvait s'appliquer aux animaux d'élevage. Mais ceux-ci avaient été également exclus du warrantage pour la raison suivante : les bestiaux sujets à dépérissement ne peuvent fournir au prêteur qu'une garantie sans solidité, en tout cas bien inférieure aux produits de la terre. La lutte fut, disons-nous, reprise quelques années plus tard. Le Sénat, d'abord hostile à la réforme proposée, finit par se ranger à l'avis de MM. Gillot, Chaigne, Cruppi, etc.

Plusieurs raisons ont fait admettre le bétail parmi les produits warrantables.

M. Gillot trouvait « anormal » qu'un cultivateur qui peut, à moins de saisie-gagerie, vendre son bétail, ne pût emprunter sur sa valeur : « on exclut ainsi, dit-il, de parti pris, du bénéfice de la loi, toute une région, la région de l'élevage, sous prétexte que l'élevage ne constitue pas une récolte. » Telle est en effet

la principale raison qui avait empêché le législateur de 1908 d'autoriser le warrantage des bestiaux.

« Mais, continuait M. Gillot, dans certaines contrées, comme le Charolais, le Nivernais, et autres pays d'élevage, qu'est-ce que le bétail qui vient dans ces prés, si ce n'est une récolte ? On y produit de la viande, du bétail, qu'on a besoin de vendre. Il est absolument nécessaire de permettre aux cultivateurs de pouvoir emprunter sur leur bétail s'il le besoin s'en fait sentir, et de leur donner ainsi le moyen de faire une bonne opération (1). »

Il semble qu'il y ait là le désir d'assimiler à tout prix le bétail aux produits de la terre. Était-ce bien la peine de forger cette assimilation ? Les principes exigent-ils que le warrantage ne s'applique qu'aux produits périodiques susceptibles d'être vendus ?

Les lois sur les warrants agricoles sont des lois d'exception ayant pour but d'améliorer la situation de l'agriculture, et les législateurs ne se sont pas fait faute de rompre avec la tradition pour arriver à ce résultat. Selon nous, la véritable raison qui a fait admettre certains bestiaux parmi les produits susceptibles d'être warrantés, n'est autre que le désir de permettre au cultivateur de faire une bonne opération, pourvu toutefois que l'objet engagé offre une garantie réelle. C'est la même raison qui a fait ran-

1. Sénat, séance du 21 juin 1904, *J. off.*, p. 584.

ger les huîtres parmi les produits warrantables.

Cependant une objection subsiste. Un gage reposant sur le bétail n'a rien de fixe ; le bétail est en effet sujet au dépérissement et aux variations de valeur. Une solution eût consisté à n'admettre au warrantage que les produits assurés. « Mais, dit M. Chaigne dans son rapport, la commission a estimé qu'elle ne pouvait pas à l'occasion d'une loi sur les warrants agricoles, résoudre la grave question de l'assurance obligatoire : que si, en permettant le warrantage du bétail, elle amène le prêteur à exiger (ce qui est probable) l'assurance préalable, elle se félicitera de ce ricochet, et de l'extension si utile des sociétés d'assurances sur le bétail, mutuelles ou autres : mais elle n'a pas cru devoir imposer cette mesure, le prêteur étant libre de disposer de son argent comme il l'entend, et de choisir comme il lui plaît, ses garanties. »

Ici encore apparaît le souci du législateur de ne pas faire intervenir l'autorité dans les conventions privées, pour forcer les parties à prendre des garanties qu'elles peuvent, dans certains cas, juger inutiles.

Le warrantage du bétail est donc admis : dès lors ce n'était plus seulement le privilège du bailleur qui était menacé, mais aussi le droit des créanciers hypothécaires, car les bestiaux sont souvent immeubles par destination. Leur warrantage, aboutissant à leur

vente, aura pour résultat de les soustraire au droit de suite des créanciers hypothécaires.

D'ailleurs, les bestiaux, qui sont immeubles par destination, appartiennent au propriétaire du fonds exploité.

D'après l'article 524 du Code civil, les objets que le propriétaire d'un fonds y a placés pour le service ou l'exploitation de ce fonds sont immeubles par destination. Ainsi, sont immeubles par destination, quand ils ont été placés par le propriétaire pour le service et l'exploitation du fonds : « Les animaux attachés à la culture, etc.

.

Suivant M. Cruppi, la théorie de l'immeuble par destination est surannée et peu pratique, mais enfin elle existe dans le Code civil, et se rattache à tout un ensemble de règles dont on ne saurait éluder l'application.

« Les immeubles par destination ne sont tels que lorsqu'ils ont été placés par le propriétaire sur le fonds, et qu'ils sont ainsi devenus l'accessoire du fonds. D'où il résulte qu'en ce qui concerne les animaux domestiques, il faut distinguer entre le bétail placé sur le fonds par le propriétaire et le bétail placé sur le fonds par toute personne, par exemple par le fermier (1). » Ajoutons que cela se comprend aisément.

1. Ch. des dép., 1^{re} séance du 20 nov. 1905. *J. off.* débats parlementaires, p. 3361 3362.

D'ailleurs ce n'est pas seulement parce qu'ils sont immeubles par destination que les bestiaux placés par le propriétaire du fonds sont exclus du warrantage : c'est aussi parce qu'ils n'appartiennent pas à l'emprunteur.

Il n'y aurait pas la même raison pour défendre le warrantage des animaux immeubles par destination, quand c'est le propriétaire lui-même qui veut emprunter : néanmoins le warrantage serait exclu, d'après le texte de la loi qui ici ne veut pas s'éloigner du Code civil.

Pourtant rien n'empêche, dans ces conditions, de remplacer le warrantage par une constitution d'hypothèque. Mais l'hypothèque porterait nécessairement sur l'ensemble de l'immeuble, et non seulement sur le bétail, et elle nécessiterait, pour des emprunts peu considérables, tous les frais d'acte notarié et d'inscription. Telle serait pourtant la seule ressource laissée à l'agriculteur propriétaire qui veut emprunter sur ses bestiaux.

Remarquons la singularité de la situation. Un cultivateur fermier peut warranter ses bestiaux, bien qu'ils soient affectés au service du fonds qu'il exploite. Un cultivateur propriétaire ne le peut pas. Il faut reconnaître que, s'il est exagéré de dire que la théorie des immeubles par destination est surannée et peu pratique, on aurait toujours pu ne pas l'appliquer aux warrants agricoles.

Le rapport continuait en disant que le bétail du fermier était mobilier, celui du propriétaire immeuble par destination. A cette distinction capitale on pouvait ajouter d'autres distinctions secondaires en suivant les mêmes principes. Le bétail du propriétaire, par exemple, quand il est destiné à être vendu, n'est pas immeuble par destination. Il garde le caractère de meubles. On peut encore faire une nouvelle distinction en faveur des animaux toujours destinés à être vendus, mais que l'on est forcé de considérer comme des accessoires du fonds, parce que le fonds ne se concevrait pas sans eux. La jurisprudence admet cette exception pour les troupeaux des Landes qui, bien qu'élevés dans l'unique but de la vente, sont immeubles par destination, car le fonds auquel ils se rattachent ne se concevrait jamais sans eux. Il faut encore l'étendre aux vaches de fromagerie, pour les mêmes raisons que nous venons d'exposer.

On a tenu compte aussi des observations de quelques députés qui avaient assez justement fait remarquer que la France se divise en trois zones de productions agricoles. La première comprend les pays producteurs de vins, la seconde les pays producteurs de céréales, la troisième les pays d'élevage. (Nous ne faisons d'ailleurs ici qu'un classement conventionnel). On a voulu que la loi pût s'appliquer aux pays d'élevage.

Dans les pays d'élevage où l'on pratique l'embou-

che (1), les cultivateurs se livrent aux travaux suivants. Avec les fourrages qu'ils possèdent, ils achètent une quantité variable de bêtes qu'ils engraisent et revendent ensuite avec bénéfice. Remarquons que le cultivateur ne peut consacrer à cette opération que les fonds qu'il a à sa disposition. Comme le législateur a appliqué la loi sur les warrants au bétail d'embouche, l'agriculteur disposera de capitaux plus importants. Il pourra nourrir, grâce à la surabondance du fourrage qui serait inutilisé et se perdrait sans cette faculté, un tiers ou moitié en plus de bétail (2).

Pour notre part il nous semble, encore une fois, inutile de faire appel à la théorie des immeubles par destination à propos du warrantage des bestiaux.

Si les animaux sont immeubles par destination, c'est qu'ils ont été placés sur le fonds par le propriétaire et n'appartiennent pas au fermier : celui-ci ne peut donc pas les warranter, puisque seuls sont warrantables les animaux lui appartenant.

Le texte de la loi ne peut donc avoir d'autre sens que celui de l'interdiction pour le cultivateur propriétaire de warranter son bétail, et la permission, pour le fermier, de vendre celui lui appartenant.

Les pailles ne sont immobilisées par la loi que lorsqu'elles doivent servir de litière pour fumier (art.

1. L'embouche est l'action de faire engraisser les animaux.

2. Ch. des députés, 1^{re} séance du 20 novembre 1905, *J. off.* débats parlementaires, p. 3361 et 3362.

524, C. civ.). Car, dans ce cas, elles servent à l'exploitation du fonds. Les pailles destinées à la vente ou à la nourriture du bétail sont donc meubles. Cependant la loi de 1898 ne les comprenait pas dans l'énumération des produits warrantables. La loi de 1906 s'applique certainement aux pailles. On ne comprendrait pas que ce produit ne pût être warranté lorsque c'est le propriétaire lui-même qui exploite ses terres ou lorsque le bail n'astreint pas le fermier à consommer les pailles dans la ferme.

Si extensive qu'elle soit, la disposition de l'article premier de la loi de 1906 ne comprend pas les récoltes pendantes. Un semblable gage est réservé au propriétaire ou au bailleur du fonds. Du reste on a pu craindre que le prêteur sur warrant ne considérât ce gage comme trop aléatoire et que l'emprunteur n'en gageât avec imprévoyance ses récoltes sur pied (1). Malgré la généralité des termes employés, il semble bien d'ailleurs que la loi de 1906 n'ait voulu autoriser que le warrantage des produits pouvant être facilement conservés, n'étant pas destinés à une consommation ou à une vente immédiate, et susceptibles d'être saisis et vendus aux enchères. Un warrant offrirait une garantie incertaine et même illusoire s'il portait sur des biens se détériorant rapidement ou

1. Cf. Rapport de M. Chastenet, 13 mars 1897, Chambre des députés, *J. off.*, annexe.

impossibles à vendre. Le warrant établi sur un produit non warrantable devrait être regardé comme non avenu.

Il faut enfin noter que, comme le dit l'article premier de la loi nouvelle, les produits agricoles ou industriels sur lesquels un cultivateur veut emprunter doivent provenir de son exploitation. Ce mot signifie exploitation personnelle. Si un cultivateur, par exemple, achetait la récolte de son voisin et la joignait à la sienne, il ne pourrait warranter que le produit de sa propre exploitation. En effet, en acquérant la récolte d'un autre pour la vendre, l'agriculteur a fait un acte de commerce. Il a cessé d'être un producteur. Cette solution était déjà admise sous l'empire de l'ancienne législation (1).

1. Cf. *Pandectes françaises*, Répertoire, v^o warrants agricoles, n^o 23.

CHAPITRE III

Des personnes pouvant warranter

L'agriculteur, qui veut warranter ses produits, doit avoir la capacité générale requise chez tout constituant d'un gage. Cette capacité est celle d'aliéner, suivant les articles 2124 et 2125 du Code civil (1). Le constituant du warrant doit donc être propriétaire de la chose warrantée et avoir la capacité de l'aliéner. C'est l'application des règles générales.

Seuls les agriculteurs peuvent profiter de l'institution des warrants agricoles. Car c'est pour eux exclusivement qu'elle a été fondée.

La loi de 1898 ne permettait l'emprunt sur warrant qu'au profit de l'agriculteur individuellement (arg. art. 1^{er} de cette loi). D'après la loi de 1906 l'emprunt sur warrant peut être contracté également par les sociétés coopératives agricoles sur les produits dont elles sont devenues propriétaires, à moins d'une dis-

1. *Pandectes françaises, Répert.*, v^o *Warrants agricoles*, n^o 27. — Bar, *Des sûretés du Crédit Agricole*, p. 285.

position contraire de leurs statuts (art. 1^{er} § 2). Ces sociétés rendent à l'agriculture des services trop considérables pour que le législateur ne leur ait pas octroyé cette faveur. Aujourd'hui la réussite de l'agriculture apparaît comme étroitement liée à l'organisation de la production et de la vente en commun des produits agricoles. Aussi était-il utile de mettre à la portée des coopératives les avantages du crédit agricole.

Telles sont les personnes qui peuvent warranter. Des termes restrictifs de la loi il résulte qu'un commerçant ou un industriel, alors même qu'il se livrerait au commerce des produits agricoles, ne pourrait pas se servir des warrants agricoles. On admettait déjà cette solution sous le régime de la loi de 1898 (1).

Mais une espèce délicate peut se présenter. Supposons qu'un viticulteur, dont les produits sont faibles en alcool, achète des vins pour faire des coupages. Pourra-t-il warranter les mélanges qu'il aura ainsi obtenus ? L'affirmative ne nous paraît pas douteuse. L'article premier de la nouvelle loi autorise en effet le warrantage des produits industriels. Cette expression doit indiquer la manipulation et la transformation qu'on rencontre dans le coupage des vins.

1. Sourdat, *Des Warrants agricoles*, p. 76.

CHAPITRE IV

Lieux de dépôt des produits warrantés

La loi de 1898 avait soumis le warrant à des formes trop restrictives, en obligeant l'emprunteur à conserver à son domicile les produits engagés. Sans doute il ne fallait pas enlever à l'agriculteur le droit de conserver les récoltes warrantées sur les terres de son exploitation. La nécessité de la protection de l'agriculture justifiait l'établissement du warrant sans déplacement de possession, par dérogation au droit commun du gage. Mais pourquoi la loi de 1898 privait-elle l'agriculteur du bénéfice des règles ordinaires, s'il était d'accord avec le prêteur pour que les produits engagés fussent déposés chez un tiers convenu? Pourquoi ne pas autoriser les syndicats et les sociétés coopératives agricoles à recevoir en dépôt les marchandises warrantées? Cette faculté augmenterait la sécurité du prêteur et assurerait la conservation des produits. Cette considération a inspiré le législateur de 1906. La loi nouvelle, dans son article premier, autorise l'emprunteur à déposer les pro-

duits warrantés entre les mains des syndicats, comices et sociétés agricoles, ou de tiers convenus entre les parties.

Cette disposition peut paraître surprenante. En effet, puisque le législateur a prévu que l'emprunteur voudrait se dessaisir des produits warrantés, n'était-il pas plus simple, pour ce cas, de l'obliger à se dessaisir au profit du créancier gagiste? Ceci est encore une anomalie qui ne peut s'expliquer que par des raisons économiques. On ne comprend pas en effet que le gage sans dessaisissement puisse encore exister, si les produits warrantés sont entre les mains d'un dépositaire autre que l'emprunteur.

Il est vrai que l'emprunteur n'en est pas moins le vrai possesseur des produits déposés. Mais n'en serait-il pas aussi bien le possesseur, s'ils étaient aux mains du créancier?

Le créancier gagiste n'est, comme le dépositaire, qu'un possesseur précaire possédant pour le compte d'autrui. Que la chose soit donnée en garde ou engagée, l'emprunteur en reste toujours le possesseur réel. Il possède *corpore alieno*. Dès lors, si l'emprunteur veut posséder *corpore alieno* les produits warrantés, pourquoi ne pas l'obliger à les remettre entre les mains du créancier gagiste? Le droit commun reprendrait alors son empire.

Au point de vue juridique, il faut donc reconnaître que la disposition qui nous occupe, non-seulement

se heurte aux principes généraux du droit, mais paraît même sans fondement dans une loi d'exception.

Des raisons pratiques peuvent donc seules justifier cette nouvelle dérogation aux principes. En effet, la remise des produits warrantés entre les mains du créancier créerait souvent à celui-ci un embarras inutile. Elle serait particulièrement bizarre entre les mains d'un banquier particulier ou de grands établissements de crédit, qui n'ont pas nécessairement des locaux pour emmagasiner leurs gages : et, s'ils en avaient, ils se transformeraient vite, dans certaines régions, en magasins généraux. L'esprit progressiste de la législation s'est éloigné ici encore de la rigueur des principes, en faveur du crédit agricole.

Mais ce n'est pas seulement entre les mains de syndicats ou de collectivités agricoles que l'emprunteur peut déposer ses produits warrantés. Le dépôt peut encore être confié à des tiers convenus entre les parties. Ce point a été vivement débattu à la Chambre. Le rapport de la Commission voyait dans le dépôt chez un tiers un danger d'accaparement, rendu possible par une collusion entre le dépositaire et l'emprunteur.

Cette crainte n'était pas fondée. Un accaparement n'a pas besoin du warrant pour se réaliser. D'ailleurs il tomberait sous le coup des lois pénales. Au surplus, comment le tiers dépositaire pourrait-il l'effectuer ? La quantité des produits déposés chez lui est

nécessairement limitée par l'importance des récoltes des emprunteurs et des emprunts garantis par les warrants. Si le danger était réel, il serait tout aussi redoutable lorsque les objets warrantés sont déposés entre les mains de collectivités agricoles. Serait-il plus à craindre quand les parties recourent aux formes spéciales du warrant que lorsqu'elles s'en tiennent aux règles ordinaires du nantissement ? Le contrat de nantissement, tel qu'il est réglé par les articles 2073 et suivants du Code civil, demeure en effet applicable aux produits warrantables comme à tous les objets mobiliers. Les facilités spéciales au nantissement agricole sont facultatives pour les emprunteurs. Pourquoi, dès lors, dans une loi faite en faveur du crédit agricole, en vertu de laquelle le débiteur jouit de la faculté de pouvoir conserver entre ses mains l'objet du gage, priverait-on ce débiteur, s'il préfère ne pas user de la faveur qui lui est faite, du bénéfice du droit commun qui apparaît du reste comme plus protecteur des intérêts du prêteur et des tiers ?

Sans doute les syndicats agricoles présentent une très grande utilité et méritent d'être encouragés, et ne pas autoriser le dépôt des produits warrantés en d'autres mains que celles des syndicats serait inciter les agriculteurs à en faire partie. Mais la nécessité n'apparaît pas de violer, sous prétexte d'encouragement aux syndicats agricoles, le principe de la liberté

des conventions entre prêteurs et emprunteurs. Le choix des dépositaires convenus entre personnes maîtresses de leurs droits doit donc être respecté. Aussi est-ce avec raison que la loi de 1906 a permis au cultivateur qui n'entend pas conserver la garde des produits warrantés et qui ne veut pas non plus les confier aux collectivités agricoles, d'en effectuer le dépôt chez un tiers qui y consentira.

Supposons que l'emprunteur, usant de la faculté qui lui est offerte, confie le dépôt des produits engagés à un tiers, collectivité ou personne privée, quelles vont être les conséquences juridiques de cette situation ?

Cette faculté devait nécessairement mettre en conflit le privilège du porteur de warrant avec le droit du dépositaire et avec celui du propriétaire des locaux où est effectué le dépôt. L'article 3 de la loi de 1906 donne la priorité au privilège du porteur du warrant.

Ce texte est ainsi conçu : « Lorsque les produits warrantés ne restent pas entre les mains de l'emprunteur lui-même, le dépositaire et le bailleur des lieux où est effectué le dépôt ne peuvent faire valoir aucun droit de rétention ou de privilège à l'encontre du bénéficiaire du warrant ou de ses ayants cause. »

M. Legrand (1) faisait à ce sujet des observations

1. Rapport au Sénat, 8 mars 1906.

dont nous ne reproduirons ici que les parties essentielles.

Contrairement à l'article premier de la loi du 18 juillet 1898, les produits warrantés peuvent désormais être déposés entre les mains des syndicats, des sociétés agricoles, et des autres tiers, ce qui d'ailleurs est logique. On voit ici que deux privilèges pouvaient primer celui qui est attaché au warrant, c'est celui du depositaire pour les frais ou soins qui lui sont dus, c'est celui du bailleur des locaux où est effectué le dépôt, quand ils n'appartiennent pas au depositaire. Il a donc fallu sacrifier ces deux privilèges à celui du porteur du warrant, pour conserver à ce dernier titre son efficacité et sa valeur de circulation. Cependant, quoique le rang de leur privilège soit devenu moins bon, le depositaire et le bailleur des locaux ont encore des garanties. Le récépissé constatant le dépôt et la garde, porté sur le warrant lui-même ou sur feuille séparée, signé du depositaire des produits et, le cas échéant, du bailleur des locaux où le dépôt est effectué, aura pour effet d'empêcher toute fraude à leur détriment. Le législateur ne pouvait aller plus loin.

Pourtant un sénateur, M. Fessard, avait critiqué avec véhémence la disposition que nous étudions. Il disait que, d'après la loi nouvelle, il n'y avait pas de privilège au profit du depositaire des produits warrantés qui avait fait une dépense quelconque pour la

conservation de la chose. Il croyait que, dans ces conditions, il serait impossible de trouver des dépositaires.

Il s'appuyait sur des exemples comme celui-ci. Un troupeau de moutons se trouve entre les mains d'un dépositaire. Les moutons viennent à tomber malades, et le dépositaire envoie chercher le vétérinaire. On ne lui donne pas le droit, dans la loi nouvelle, de se faire rembourser ses dépenses ! Ce qui paraissait à M. Fessard énorme et contraire au but même du warrant. Il en tirait une conclusion analogue à la précédente, c'est-à-dire qu'il faudrait trouver des dépositaires exceptionnellement aisés.

En analysant l'opération du warrant, il trouvait que la garantie du prêteur ne pouvait reposer que sur l'existence de la marchandise warrantée. Or, disait-il, « si cette marchandise qui forme le véritable gage du créancier est soumise à des conditions telles que la conservation ne soit pas assurée, je me demande ce que vaudra le warrant lui-même et quel sort attend le créancier qui espère toucher ce qui lui est dû à un jour déterminé. » Il prenait l'exemple du dépôt fait chez le dépositaire de droit commun. Celui-ci est responsable, non seulement des fautes lourdes, mais même des fautes très légères qu'il a pu commettre, comme s'abstenir de prendre toutes les précautions utiles et nécessaires pour assurer la conservation de la chose déposée. M. Fessard prétendait

qu'on ne peut attendre beaucoup de soins et de précautions d'un dépositaire qui n'a aucun privilège sur la marchandise warrantée. Il soutenait qu'en rendant le warrant mobilisable, on amoindriissait singulièrement la valeur de son crédit, et terminait par la conclusion qu'on avait eu tort de supprimer la garantie que le droit commun confère à la conservation du gage, quand des tiers en sont constitués dépositaires.

Nous avons vu plus haut comment il convient de réfuter ces objections.

Les dépositaires et les propriétaires des locaux où est effectué le dépôt ne pourront donc faire valoir aucun droit de rétention ou de privilège à l'encontre du bénéficiaire du warrant. Mais, aux termes de l'article premier *in fine*, le dépositaire des produits warrantés est responsable de la marchandise confiée à ses soins, et cela sans aucune indemnité opposable aux bénéficiaires du warrant. Il s'agit en effet de sauvegarder, à l'encontre des autres créanciers de l'emprunteur, la valeur et la sécurité du titre. Pour atteindre ce but, il est nécessaire, mais suffisant, de prescrire des règles empêchant que le prêteur et les bénéficiaires du warrant ne soient exposés à des surprises et à des prélèvements opérés à leur préjudice, sur le prix de leur gage, par d'autres créanciers de l'emprunteur.

CHAPITRE V

**Formalités préalables à l'établissement du warrant.
Mesures destinées à sauvegarder le droit du bailleur.**

D'après la loi nouvelle, ainsi que sous l'empire de la loi abrogée, l'emprunteur, quand il est propriétaire ou usufruitier de son exploitation, n'a aucune formalité à remplir préalablement à l'établissement du warrant. Mais lorsque l'emprunteur n'est ni propriétaire, ni usufruitier, mais simple fermier, la loi cherche à concilier sa faculté d'emprunt avec le droit du bailleur. Il s'agit de sauvegarder le gage de ce dernier, sans qu'il vienne pourtant anéantir la portée de l'institution nouvelle du warrant.

L'article 2 de la nouvelle loi dispose en ces termes :
« Le cultivateur, lorsqu'il ne sera pas propriétaire ou usufruitier de son exploitation, devra, avant tout emprunt, aviser le propriétaire du fonds loué de la nature, de la valeur et de la quantité des marchandises qui doivent servir de gage pour l'emprunt, ainsi que du montant des sommes à emprunter. »

Le texte ajoute que cet avis devra être donné au

propriétaire, à l'usufruitier, ou à leur mandataire légal désigné, par l'intermédiaire du greffier de paix du canton de la situation des objets warrantés. La lettre d'avis sera remise au greffier qui devra la viser, l'enregistrer et l'envoyer sous forme de pli d'affaires recommandé avec accusé de réception.

Enfin la loi décide que le propriétaire, l'usufruitier ou le mandataire légal désigné pourront, dans le cas où des termes échus leur seraient dus, dans un délai de huit jours francs à partir de la date de l'accusé de réception, s'opposer au prêt sur lesdits produits par une autre lettre envoyée également sous forme de pli d'affaires recommandé au greffier du juge de paix.

Les règles établies déjà par la loi de 1898 et maintenues, sauf quelques modifications, par celle de 1906 pour l'hypothèse où l'emprunteur n'est ni propriétaire, ni usufruitier du fonds, se justifient rationnellement. Il fallait trouver un moyen de sauvegarder le privilège appartenant au bailleur sur les récoltes provenant de son fonds, privilège dont le but est d'assurer le paiement des fermages, avec la faculté d'emprunt concédée au fermier. Il s'agissait de laisser subsister efficacement le gage du propriétaire du fonds et de ne pas permettre au cultivateur de le soustraire pratiquement. En même temps il fallait éviter que la subsistance du privilège du bailleur ne paralysât les effets de l'institution du warrant, de

telle sorte qu'on eût retiré d'une main au cultivateur ce qu'on lui donnait de l'autre.

Le cultivateur qui veut emprunter sur warrant doit donc en aviser le propriétaire ou l'usufruitier. C'est dans le détail des applications du système établi par l'article 2 qu'il nous faut maintenant entrer.

Si le propriétaire ou l'usufruitier a un mandataire légal désigné, c'est à celui-ci que devra s'adresser le cultivateur.

Mais il peut arriver que le propriétaire ou l'usufruitier du fonds soit un incapable, mineur, interdit, femme mariée, ou un failli.

L'avis devra, dans ce cas, être donné, soit à l'administrateur de l'incapable, c'est-à-dire au tuteur du mineur et de l'interdit, et au mari de la femme mariée non séparée de corps, soit au syndic de la faillite. D'ailleurs cet avis ne doit pas être envoyé directement au propriétaire, à l'usufruitier ou à leur mandataire légal, mais il doit leur être remis par l'intermédiaire du greffier de la justice de paix. L'officier ministériel, après avoir reçu la lettre d'avis, la visera et en portera les mentions essentielles sur un registre spécial, puis il l'enverra sous forme de pli d'affaires recommandé avec accusé de réception au propriétaire, à l'usufruitier ou à leur fondé de pouvoirs.

La renonciation du bailleur à son rang privilégié peut être expresse ou tacite. Elle sera expresse lors-

que le bailleur aura donné son adhésion ou déclaré ne pas s'opposer à l'emprunt. Le consentement du bailleur sera tacite s'il laisse s'écouler le délai de huit jours sans prendre une décision. Sous la loi de 1898, le bailleur jouissait, pour formuler son opposition, d'un délai de douze jours. La réduction du délai a été adoptée pour rendre la procédure de l'établissement du warrant plus rapide.

Quel est le point de départ du délai de huit jours fixé par la loi nouvelle? Sous l'ancienne loi, c'était la mise à la poste de la lettre recommandée (circulaire de la chancellerie du 16 août 1898). Selon la loi nouvelle, le point de départ du délai de huit jours sera, non plus l'envoi de la lettre recommandée, mais la date de l'accusé de réception du pli d'affaires (art. 2, alinéa 3).

Si le délai de huit jours expire un jour férié, il est prorogé jusqu'au lendemain, par application de l'article 1033 du Code de procédure civile modifié par la loi du 13 avril 1895. Cette prorogation s'impose d'ailleurs pour des raisons matérielles; la distribution des lettres ne se fait pas dans l'après-midi des jours fériés; de plus, le greffe de la justice de paix est fermé; il peut enfin se faire que dans les villes le facteur pour le greffe ne soit pas le même que le facteur pour l'habitation personnelle du greffier. Il en résulte que, si après l'expiration du huitième jour, l'emprunteur pouvait considérer le bailleur comme

consentant au prêt, même au cas où le délai expire un jour férié, si l'on ne tenait aucun compte d'une opposition reçue pour cette raison tardivement par le greffier, le propriétaire ou l'usufruitier subirait un grave préjudice.

Faut-il, en notre matière, appliquer l'alinéa 2 de l'article 1033 du Code de procédure civile qui augmente d'un jour à raison de 5 myriamètres de distance le délai établi par l'alinéa 1^{er}? Nous ne le pensons pas; en effet l'article 3, alinéa 2, de la loi de 1898, dit formellement que le greffier devra mentionner la non opposition des intéressés, après douze jours francs à partir de l'envoi de la lettre recommandée. Le texte ne prévoit aucune restriction.

Du reste, la circulaire ministérielle du 11 août 1898 renvoie à l'article 1033 du Code de procédure civile modifié par la loi de 1895. Or la loi de 1895 ne modifie que le paragraphe 5 de l'article 1033. Il ne peut donc être question d'observer la règle portée au paragraphe 2 sur l'augmentation du délai à raison de un jour par 5 myriamètres. En somme, la circulaire ministérielle renvoie non à l'article 1033 tout entier, mais à l'article 1033, alinéa 5. Ce qui laisse hors de ses prévisions les autres dispositions de cet article.

Enfin, l'observation de la règle portée au paragraphe 2 de l'article 1033 du Code de procédure civile serait contraire à l'esprit de la loi de 1898; car le législateur a voulu que l'emprunteur fût fixé le plus tôt pos-

sible au sujet de l'opposition du propriétaire ; et ce serait mal répondre à ses intentions que d'accorder au propriétaire, pour faire opposition, un délai plus long que celui porté en l'article 2. La réduction à huit jours du délai accordé au bailleur pour faire opposition, opérée par la loi de 1906, prouve d'ailleurs que la tendance du législateur est de donner au propriétaire, pour prendre parti, un temps aussi court que possible.

La règle doit donc être ainsi formulée : l'opposition du bailleur n'est plus possible après l'expiration d'un délai franc de huit jours, sauf l'application de l'article 1033 § 5 du Code de procédure civile.

Il s'ensuit que le greffier peut procéder à la constitution du warrant si, après l'expiration du délai que nous venons de déterminer, aucune opposition n'a été faite.

Cette règle ne comporte pas d'exception. Pourtant, il y a des cas où il paraît rigoureux de n'accorder aucun effet à une opposition survenue après le délai de huit jours francs. En effet, si le bailleur est en état d'absence, ou en voyage, il peut ne pas recevoir la lettre d'avis expédiée par le greffier ; doit-on, dans ce cas, le considérer comme donnant son adhésion au prêt sur warrant, si l'emprunteur ne reçoit pas d'opposition dans les termes légaux ?

Oui, à notre avis, car la loi prononce formellement et sans restriction la déchéance du bailleur de la fa-

culté de faire opposition, après l'expiration d'un délai de huit jours.

La réduction du délai à huit jours, établie par la loi nouvelle dans l'intérêt de la rapidité de la constitution du warrant, est une concession faite à une proposition plus progressiste de MM. Forest et Lamy, tendant à dispenser le cultivateur de prévenir le propriétaire ou l'usufruitier de l'exploitation ou leur mandataire légal.

Ceux-ci n'auraient eu, d'après cette proposition, d'autre ressource, pour sauvegarder leurs droits, que la faculté de se faire constituer un warrant, pour le montant de leur créance, sur le bétail et les produits de l'exploitation, avant même que ces derniers soient récoltés et emmagasinés. Ce système, d'abord adopté par la Chambre des députés, avait été défendu par les considérations suivantes :

1° D'abord il était nécessaire de ne pas entraver la constitution du warrant par le retard considérable qu'occasionnait le délai alors accordé au bailleur (12 jours) pour faire opposition ; un retard d'une quinzaine de jours dans la constitution du warrant était de nature à le rendre inutile.

2° Il paraissait excessif aux défenseurs de la proposition d'obliger les paysans, peu habitués à se déplacer, à se rendre au greffe de paix du canton, peut-être éloigné de leur domicile.

Mais l'argument principal était que l'avertissement

envoyé au propriétaire était inutile ; il a été développé dans un discours de M. Forest, à la Chambre des députés (1).

M. Forest se demandait quel intérêt un propriétaire peut avoir à empêcher son fermier de warranter un produit qu'il peut vendre sans difficulté. Il trouvait qu'il était impossible de découvrir cet intérêt.

On ne peut former que deux hypothèses. Ou bien le propriétaire a confiance en son fermier, et il le laissera aussi bien warranter que vendre. Ou bien le propriétaire n'a pas confiance en ce dernier, mais celui-ci, qui connaît sa méfiance à son égard, se gardera bien de demander l'autorisation de warranter. Il vendra et livrera immédiatement sa récolte, et le privilège du propriétaire sera perdu, au moins pour une partie importante de son gage.

M. Forest faisait remarquer qu'on peut encore prévoir l'hypothèse où le cultivateur ne doit rien à son propriétaire. Cependant, il arrive un jour qu'il ait besoin d'une certaine somme, et, plutôt que de risquer un emprunt désavantageux pour lui, il veut emprunter sur warrant. Souvenons-nous bien qu'il ne doit rien à son propriétaire. Il n'en sera pas moins contraint de lui demander son autorisation, et d'attendre huit jours pour pouvoir enfin emprunter sur warrant. Ce système paraît bien vexatoire.

1. Première séance du 27 novembre 1905, *J. Off.*, débats parlement., p. 3518.

Il y a du vrai dans cette théorie. Il est en effet vexatoire d'obliger un cultivateur, qui ne doit rien à son propriétaire, à attendre le bon plaisir de ce dernier pour warranter ses récoltes.

Mais le législateur nous paraît avoir repoussé avec juste raison le système préconisé, trop contraire non seulement aux principes généraux, mais même à l'esprit des lois sur les varrants agricoles.

Il est absolument nécessaire de sauvegarder le privilège du bailleur ; il est inadmissible qu'une loi d'exception puisse porter une atteinte aussi grave à un droit aussi légitime que le privilège de l'article 2102 du Code civil. Qu'une loi spéciale dénature un concept juridique et admette une hypothèque mobilière sans droit de suite, peu importe : la législation n'est pas le produit d'une scolastique étroite qui réglerait les rapports des individus d'après des déductions stériles, mais le résultat d'une lente élaboration, n'ayant d'autre ligne de conduite que le bien-être et le développement de la nation.

Par contre, une loi d'exception ne peut rien contre l'équité ; et nous ne voyons pas de raison pour préférer l'individu qui prête de l'argent au cultivateur, à celui qui met un domaine à sa disposition. Le privilège du bailleur d'immeuble est une de ces institutions qui sont destinées à rester inébranlables, parce qu'elles ont pour elles le bon sens et la justice. Il y a, dans l'article 2 de la loi nouvelle, une simpli-

fication apportée à la constitution du warrant : le pli d'affaires recommandé a été substitué à la lettre recommandée.

Mais là ne se borne pas la concession faite à la proposition de MM. Forest et Lamy. En effet la fin de l'article 2 nous dit que, si le prêteur y consent, et sous la condition que l'emprunteur devra conserver la garde des produits warrantés dans les bâtiments ou sur les terres de son exploitation, aucun avis ne sera donné au propriétaire ou usufruitier, et le consentement donné sera mentionné dans les clauses particulières du warrant, mais en ce cas le privilège du bailleur subsistera dans les termes de droit.

Voilà un important changement introduit par la loi nouvelle. Cette disposition, qui a pour but de faciliter les emprunts, permet au prêteur et à l'emprunteur de transiger sur le droit du porteur de warrant. Le prêteur fait une renonciation au rang de son privilège au profit du bailleur.

Il est encore possible d'envisager la convention comme une espèce de stipulation pour autrui : le cultivateur stipule du prêteur que, malgré le warrant, le privilège du bailleur viendra au rang qu'il occupe d'après le droit commun. L'exécution de cette convention est assurée d'une manière efficace, grâce à la mention du consentement du prêteur dans les clauses particulières du warrant.

Quelle sera dès lors la situation ?

Le privilège du porteur de warrant, au lieu de prendre rang directement après celui des frais de vente et celui du trésor, sera en outre primé par le privilège du bailleur qui doit subsister dans les termes de droit.

Voyons maintenant quelles sont les formes de l'opposition. Elle devra être faite par lettre recommandée, avec accusé de réception. L'opposition sera mentionnée par le greffier sur le registre qui portera déjà l'enregistrement de la lettre d'avis précédemment adressée au bailleur.

Mais on peut prévoir le cas où le bailleur, ne sachant pas écrire ou demeurant très loin du bureau de poste, ne pourrait matériellement envoyer une lettre recommandée. Alors l'opposition pourrait être faite valablement par exploit d'huissier. Bien entendu c'est le bailleur qui devrait supporter le supplément de frais occasionné, car il n'est pas imputable à l'emprunteur.

Il nous reste, pour terminer ce paragraphe, à indiquer l'effet de l'opposition du bailleur notifiée régulièrement et dans le délai voulu.

Cet effet est indiqué par l'article 3 de la loi. Après avoir décidé que le greffier de la justice de paix inscrira, d'après les déclarations de l'emprunteur, la nature, la quantité, la valeur et le lieu de situation des produits qui devront servir de gage à son emprunt, ainsi que le montant des sommes à emprun-

ter et les clauses et conditions particulières relatives au warrant arrêtées par les parties, le texte ajoute :

« Dans le cas où l'emprunteur ne sera point propriétaire ou usufruitier de l'exploitation, le greffier du juge de paix devra, en outre des indications ci-dessus, mentionner la date de l'envoi de l'avis au propriétaire ou usufruitier, ainsi que la non-opposition de leur part après huit jours francs à partir de la date de l'accusé de réception de la lettre recommandée. »

De ce dernier alinéa il découle clairement que l'opposition du bailleur est un obstacle absolu à la constitution du warrant, puisque celui-ci doit contenir mention de la non-opposition du propriétaire ou de l'usufruitier ; le warrant ne peut exister sans cette mention.

Sous quelles conditions de fonds le propriétaire ou l'usufruitier peuvent-ils s'opposer à la constitution du warrant ? Le législateur n'a pas voulu que le bailleur empêchât, par un pur caprice, un projet d'emprunt. Aussi a-t-il décidé que l'opposition ne serait recevable que si le fermier était débiteur envers le bailleur de fermages échus. L'exercice du droit d'opposition du bailleur a donc un champ beaucoup moins large que son privilège. En effet, en vertu de l'article 2102 :

1° Le bailleur d'un fonds rural a privilège « pour tout ce qui est échu, et pour ce qui est à échoir, si

les baux sont authentiques ou si, étant sous signature privée, ils ont une date certaine.

Et, à défaut de baux authentiques ou lorsque, étant sous signature privée, ils n'ont pas une date certaine, pour une année à partir de l'expiration de l'année courante.

« Le même privilège a lieu pour les réparations locatives et pour tout ce qui concerne l'exécution du bail. »

Dans notre loi, il faut l'avouer, les garanties du bailleur sont insuffisantes. Aussi un amendement avait-il déjà été proposé par M. Girard au Sénat, lors de la discussion qui devait aboutir à la loi de 1898. M. Girard voulait rédiger comme suit le paragraphe 3 de l'article 2 :

« Le propriétaire, l'usufruitier ou le mandataire légal désigné pourront, dans le cas où des termes échus leur seraient dus, ou encore ce qui garnirait le fonds loué, non compris les objets warrantés, serait d'une valeur insuffisante pour répondre des termes courants et de ce qui concerne l'exécution du bail, dans un délai de douze jours francs à partir de la lettre recommandée, s'opposer au prêt sur lesdits produits par une autre lettre adressée au greffier du juge de paix et également recommandée. »

Il y a en effet, suivant M. Girard, une contradiction entre l'article 2102 du Code civil et l'article 2 de la loi sur les warrants agricoles, article qui est

selon lui contraire à l'esprit général de la loi, qui est d'assurer l'efficacité du droit du bailleur.

M. Viger, ministre de l'Agriculture, combattit avec véhémence l'amendement de M. Girard. Il répondit en substance que le warrantage des produits récoltés ne pouvait en aucun cas nuire au bailleur ; celui-ci ne peut, en effet, empêcher son fermier de les vendre, voire même à des prix dérisoires. Quel intérêt aurait-il à empêcher qu'ils soient le gage d'un tiers puisque dans ces conditions, au lieu de les vendre à n'importe quel prix, il pourra attendre le moment favorable pour la vente et en retirer un prix bien supérieur. « Ne l'oublions pas : le projet ne touche pas aux choses qui sont habituellement soumises au droit du propriétaire et sur lesquelles il exerce la saisie-brandan. Nous n'innovons rien ; nous constituons purement et simplement le magasin général au domicile de l'emprunteur. » Sur les produits warrantables donc, la loi de 1898 n'aura eu qu'un résultat : permettre au cultivateur, en empruntant sur les objets récoltés, de réaliser un gain supérieur. Il n'y a rien là qui ne soit pleinement d'accord avec les intérêts du bailleur.

Ces considérations ont fait rejeter l'amendement de M. Girard et adopter l'article 2 § 3 à peu près tel qu'il est maintenant.

Bien qu'ayant reconnu plus haut que la disposition qui nous occupe sauvegarde insuffisamment les

intérêts du bailleur, nous ne pouvons qu'adhérer pleinement aux critiques de M. Viger contre l'amendement Girard. En effet, si le bailleur était fondé à faire opposition de ce seul chef qu'il a des craintes sur l'insuffisance du mobilier garnissant sa ferme pour la garantie de ses créances, le fermier serait contraint, par la force des choses, à subir presque continuellement les ennuis d'un inventaire. Il n'est pas douteux qu'alors il renoncerait vite à l'emprunt sur warrant, et qu'il reprendrait ses anciennes pratiques consistant à vendre sa récolte à vil prix, quand il pourrait, à l'aide du warrant, la vendre plus cher quelque temps après. L'adoption pure et simple de l'amendement Girard devait constituer, suivant l'expression de M. Viger, « l'acte de décès de la loi ».

C'est donc seulement au cas où il serait dû au bailleur des termes échus que celui-ci pourra s'opposer à l'emprunt.

D'ailleurs, le mot « termes échus » a un sens large, et l'opposition serait possible dès qu'il y aurait un terme échu. Il n'y a aucun doute à avoir sur ce point. M. Viger a déclaré en termes formels que, dans la pensée de la commission « termes échus » veut dire « un ou plusieurs termes échus ou même un simple reliquat (1). »

1. Voir *J. off.*, 9 juillet 1898, p. 791 et suiv.

Dans le même sens, Baudry-Lacantinerie et de Loynes : *Privilèges et hypothèques*, t. 1, n° 87. — *Pandectes françaises*, répert., v° warrants agricoles, n° 79. — Sourdat, *Des warrants agricoles*, page 207.

Mais la seule créance qui, d'après la loi, rend recevable l'opposition au warrant est la créance de termes de fermages échus.

La créance ayant une autre cause que les fermages, par exemple la créance d'avances faites au fermier en exécution du bail, quand bien même la date fixée pour le remboursement serait arrivée, ne permettrait pas au bailleur de s'opposer à ce que les récoltes de la ferme soient affectées à un emprunt sur warrant. Il faudrait en dire autant de la créance éventuelle de dommages-intérêts résultant d'une mauvaise culture. La loi n'a en vue que les termes stipulés pour le paiement du prix de bail, et encore, parmi ceux-ci, que les termes échus.

Il existe cependant une hypothèse dans laquelle la question se pose de savoir si le bailleur peut faire opposition, en dehors des cas prévus par l'article 2 de la loi. Supposons qu'une clause expresse du bail ait interdit au fermier la vente de certains produits. Cette stipulation est habituelle dans certains pays d'élevage où la paille et les foin s doivent être consommés en entier sur le domaine exploité. Si, dans ce cas, le fermier voulait varranter de tels produits, il faudrait accorder au bailleur le droit d'opposition. Le droit d'emprunter ne saurait, en effet, être plus étendu que le droit d'aliéner.

CHAPITRE VI

Constitution du warrant.

Nous venons d'examiner quelles sont les formalités préalables à l'établissement du warrant, lorsque l'emprunteur n'est ni propriétaire ni usufruitier du domaine dont les produits doivent être warrantés. Il nous faut étudier à présent le mode de constitution du warrant.

Ce mode a été entièrement modifié par la loi de 1906. La loi de 1898 établissait comme indispensable le concours du greffier à la constitution du warrant. Cette ancienne règle a été abandonnée par le nouveau législateur. Actuellement le warrant peut être établi sans aucune intervention du greffier.

Dès lors, il faut étudier la constitution du warrant sous deux aspects : avec le concours du greffier, et sans le concours de celui-ci.

Si les parties veulent assurer au warrant toute son efficacité juridique, elles doivent comme autrefois faire appel au ministère du greffier. Alors le greffier compétent n'inscrira plus le warrant, comme il le

faisait d'après la loi de 1898, sur un registre à souche. Il l'établira sur une feuille indépendante en y mentionnant, d'après les déclarations de l'emprunteur, la nature, la quantité, la valeur et le lieu de situation des produits, gage de l'emprunt, énonciations presque toutes déjà prescrites par la loi de 1898. L'hypothèque mobilière qu'est le warrant agricole est soumise, comme l'hypothèque immobilière, au double principe de la spécialité et de la publicité. La loi nouvelle donne compétence, pour transmettre l'avis de constitution du warrant, non plus au greffier du domicile de l'emprunteur, mais au greffier du canton de la situation des objets warrantés.

La réforme était nécessaire. Il fallait que le contrat de warrantage eût une sorte d'état civil particulier, de domicile propre, comme l'hypothèque l'a au bureau des hypothèques, comme l'a aussi le nantissement des fonds de commerce. Il fallait que les avis donnés aux tiers intéressés, que les oppositions par eux formulées soient l'œuvre d'un tiers indépendant et non intéressé, et que ce tiers les centralisât lui-même dans un lieu unique et fixe. Le domicile de l'emprunteur ne répondait pas à ces conditions, parce qu'il varie et qu'il peut être difficile à déterminer ; l'emprunteur pourrait facilement, en s'attribuant des domiciles différents ou en changeant de domicile, dissimuler l'existence de warrants antérieurs et donner le même gage en garantie à divers prêteurs. Le lieu

de production de la récolte est donc, en principe, celui qui paraît le mieux répondre aux exigences de la situation. Si l'emprunteur est une société coopérative agricole, la compétence appartiendra au siège légal de cette société.

La loi de 1898 donnait compétence au greffier du juge de paix du domicile de l'emprunteur, par la considération que les produits warrantés, bien que mobiliers, ont, par le fait qu'ils sont placés au domicile de l'emprunteur, une certaine fixité de situation. La loi de 1906 a sagement fait en posant le principe de la compétence réelle. Elle empêche ainsi le retour des abus commis sous l'empire de la loi de 1898. Le domicile d'une personne est souvent, en effet, difficile à déterminer et parfois le même produit avait permis à des emprunteurs de mauvaise foi un double et triple warrantage (1).

Cependant il y a lieu de remarquer que, si cette observation était absolument vraie, elle prouverait trop, car alors il y aurait un nombre incalculable de cas dans lesquels, le domicile de certaines personnes étant difficile à déterminer, il y aurait intérêt à

1. « Aux termes de la loi du 18 juillet 1898, le warrant agricole était détaché d'un registre à souche tenu par le greffier du juge de paix. La loi nouvelle fait du warrant un titre se suffisant à lui-même dans la forme des lettres de change et des billets à ordre ; mais elle spécifie que ce titre n'aura effet à l'égard des tiers qu'après sa transcription sur le registre du greffier de paix. » Rapport Chaigne.

substituer, contre la logique, la compétence réelle à la règle « actor sequitur forum rei » (1).

Remarquons encore en passant que, dans la loi nouvelle comme dans l'ancienne, les énonciations que doit contenir le warrant sont écrites par le greffier d'après les déclarations de l'emprunteur.

En outre, sous l'empire de la loi nouvelle comme sous l'empire de l'ancienne, le greffier n'est pas responsable des fausses déclarations, alors même qu'elles auraient été faites frauduleusement, pourvu toutefois qu'il ne se soit pas prêté sciemment à la consommation de la fraude.

Quant au cultivateur qui aura fait une fausse déclaration, il sera passible de poursuites correctionnelles ; sa situation était déjà connue dans la loi de 1898, après les déclarations du législateur de l'époque ; mais la loi nouvelle (art. 14) est formelle à son sujet :

« Tout emprunteur convaincu d'avoir fait une fausse déclaration... sera poursuivi correctionnellement sous inculpation d'escroquerie ou d'abus de confiance, selon les cas, et frappé des peines prévues aux articles 405 ou 406 et 408 du Code pénal. »

D'après la loi actuelle, le warrant n'est plus une pièce détachée du registre à souche ; il a une exis-

1. Voir pour les difficultés qui existent, par exemple, pour la détermination du domicile des sociétés ou plutôt de leur siège social, Thaller, *Traité Élément. de Droit Commercial*, éd. 1904, p. 878, n° 1.738.

tence individuelle. Son existence entre les parties résulte des formalités de l'article 3 § 1 (inscription d'après les déclarations de l'emprunteur de la nature, valeur, quantité et lieu de situation des produits engagés, ainsi que des clauses et conditions particulières, relatives au warrant, arrêtées entre les parties). Cet article prévoit l'insertion au warrant de clauses et conditions particulières arrêtées entre les parties, suivant les desiderata assez justes qui avaient été formulés. C'est ainsi, notamment, que le vin, objet du warrant, pourra être transformé en eau-de-vie, le blé en farine, etc.... pendant la durée du prêt, ce qui était jusqu'ici interdit et faisait perdre à la loi une partie de son efficacité.

L'existence du warrant à l'égard des tiers résulte de sa transcription sur le registre mentionné dans le paragraphe 1 de l'article 3 : « Il (le greffier de paix) transcrira sur un registre spécial le warrant ainsi rédigé, et sur le warrant il mentionnera le volume et le numéro de la transcription, avec la mention des warrants préexistants sur les mêmes produits. »

Cette mention des warrants préexistants empêchera les doubles ou triples warrantages faits à l'insu des prêteurs.

Arrivons maintenant à la réforme capitale introduite par la loi de 1906 dans la constitution du warrant, à savoir la possibilité pour les parties de se passer de l'intermédiaire du greffier :

« Article 4 : Le warrant peut également être établi, entre les parties, sans l'observation des formalités ci-dessus prescrites. Mais en ce cas, d'une part, il n'est opposable aux tiers qu'après sa transcription au greffe de la justice de paix, conformément à l'article 3 qui précède, et, d'autre part, il ne prime les privilèges, soit du bailleur, soit du dépositaire des produits warrantés et du propriétaire des locaux où est effectué le dépôt, que si les avis ou consentements prévus par les articles précédents ont été donnés. »

Cette réforme, préconisée par M. Chaigne (1), a fait, au Sénat l'objet d'une vive discussion. Le rapport de M. Legrand rend bien compte des difficultés qui ont été soulevées par cet article 4.

En voici les idées essentielles.

Il y eut de longues hésitations. Mais enfin on finit par trouver acceptable la disposition de l'article 4.

La principale raison qui avait fait hésiter les auteurs de la loi de 1906 est l'intérêt dû à la situation des

1. « Aux termes de la loi de 1898, seul le greffier de paix pouvait effectuer cette opération. De là mille difficultés, de nombreuses démarches, des frais, et la nécessité pour l'emprunteur de faire connaître sa situation à des tiers, avec publicité obligée dans certains cas déterminés. Nous avons pensé que l'échec de la loi tenait pour une grande part à cette obligation rigoureuse. Aussi avons-nous donné aux parties intéressées le droit d'établir elles-mêmes leur warrant, sauf à recourir à l'inscription sur le registre du greffier pour le cas où elles voudraient pouvoir l'opposer aux tiers. » Rapport de M. Chaigne, 6 avril 1906.

autres créanciers de l'emprunteur. On prévoyait le cas où ils avaient fait crédit à l'agriculteur dans la confiance et la croyance, justifiées d'ailleurs par les apparences, que ses récoltes restées entre ses mains étaient libres et ne faisaient encore l'objet d'aucun nantissement. D'ailleurs les créanciers n'avaient eu connaissance d'aucune publicité faite avant leurs fournitures ou leurs avances.

Avec le système de la loi nouvelle, il arrivera que le créancier, nanti du warrant qui lui est consenti, le fera transcrire au moment qu'il lui conviendra, et les autres créanciers se trouveront alors primés par un privilège qui était occulte au moment où ils ont accordé crédit au cultivateur, et qui, s'il eût été révélé par la transcription, les aurait détourné de consentir à l'emprunt.

M. Legrand faisait remarquer qu'on avait passé outre à cette objection, parce qu'on avait reconnu que la préoccupation éprouvée n'avait pas la même gravité en matière agricole qu'en matière commerciale. Si on examine l'opération du nantissement des marchandises dépendant d'un fonds de commerce, on voit que, dans ce dernier cas, la cause prépondérante et quelquefois unique du crédit accordé à l'emprunteur par ses fournisseurs ou prêteurs, c'est l'existence, en magasin, de marchandises restées en sa possession. Et la confiance légitime des prêteurs serait réellement trompée, si l'on avait admis qu'ils

pourraient se trouver, inopinément et sans avoir pu le connaître en l'absence de publicité, en face d'un nantissement consenti par le débiteur antérieurement à l'époque où ils lui ont accordé leur crédit. Il n'en est point ainsi en matière agricole, au moins dans la grande majorité des cas. Les récoltes sont par essence destinées à être vendues et ne peuvent être successivement remplacées, si ce n'est par les récoltes futures elles-mêmes ; d'ailleurs elles ne restent pas longtemps en la possession du cultivateur. Les créanciers ordinaires d'un agriculteur ont été déterminés à lui faire crédit, non par l'existence entre ses mains des produits de sa récolte, mais plutôt et presque exclusivement par son honorabilité, sa notoriété de solvabilité, sa fidélité habituelle à ses engagements. Quant à nous, la réforme nous paraît heureuse et légitime : nous n'avons pas à insister sur les raisons économiques développées au rapport de M. Legrand, que nous regrettons de ne pouvoir commenter plus longtemps. Nous dirons seulement que la réforme de l'article 4 est d'une parfaite construction juridique et rigoureusement équitable, du moment que le warrant n'est, dans les conditions simplifiées autorisées par notre texte, opposable aux tiers qu'après la transcription exigée par l'article 3 et que, de plus, il ne prime ni le privilège du bailleur, ni celui du dépositaire des produits, ni celui du propriétaire des locaux où est effectué le dépôt, sans les avis énoncés aux

articles précédents et sur lesquels nous nous sommes expliqué.

A la question que nous étudions se rattache celle des assurances ; à ce sujet l'article 5 dispose :

« Le warrant indiquera si le produit warranté est assuré ou non, et en cas d'assurance, le nom et l'adresse de l'assureur.

« Faculté est donnée aux prêteurs de continuer ladite assurance jusqu'à la réalisation du produit warranté.

« Les porteurs de warrants ont, sur les indemnités d'assurances dues en cas de sinistres, les mêmes droits et privilèges que sur les produits assurés. »

L'assurance est toujours facultative, pour les raisons que nous avons indiquées à propos du warrantage du bétail (1). L'article que nous venons de citer n'introduit qu'une seule innovation : la faculté pour le prêteur de continuer l'assurance jusqu'à la réalisation du gage. La loi a voulu lui permettre de conserver jusqu'au dernier moment sa garantie pleine et entière.

« Quant à la faculté de continuer l'assurance, il est loisible au prêteur de la stipuler par convention particulière, non seulement jusqu'à l'échéance, ce qui serait insuffisant, mais jusqu'à la vente des produits warrantés et aux frais de l'emprunteur. Cette

1. Voir pages 16 et suivant s.

faculté existerait même en dehors de toute convention ou de tout texte de loi, pour le moins aux frais du prêteur (1). »

Le texte d'abord adopté par la Chambre des députés était le suivant : « Le warrant indiquera si le produit warranté est assuré ou non. En cas d'assurance, il mentionnera la présentation de la police et sa durée, l'estimation qu'elle fournit et les noms et l'adresse de l'assureur. Si l'emprunteur rédige lui-même son warrant, la mention de la présentation de la police sera faite par le greffier, s'il y a lieu. » Ces indications avaient pour but, suivant le Rapport de M. Chaigne, de dispenser l'emprunteur d'avoir à « exhiber sa police d'assurance ou à s'en dessaisir lors de la négociation du warrant. Longtemps la Banque de France a exigé que la police d'assurance fût annexée au warrant. »

Mais la rédaction définitive n'a pas exigé mention dans le warrant de ces indications multiples. M. Legrand, dans son Rapport, estime qu'elles sont superflues puisque celui qui fait de cette assurance la condition de son prêt « a toute facilité pour ne le réaliser et ne parfaire le contrat qu'après s'être fait représenter la police et en avoir pris connaissance complète. »

Notons ici la tendance du législateur vers la sim-

1. Rapport Legrand, 8 mars 1906.

plification. La loi repousse toutes mentions concernant des faits que les parties intéressées sont présumées avoir constaté par elles-mêmes, puisqu'elles y ont subordonné leur contrat.

Quelques considérations sur le principe de l'assurance facultative ou obligatoire sont nécessaires pour finir ce chapitre.

Il résulte de notre étude que, pas plus en 1906 qu'en 1898, le principe de l'assurance obligatoire n'a trouvé grâce devant les Chambres.

Cependant il pouvait, *à priori*, paraître naturel de penser qu'une loi d'exception, permettant à un agriculteur d'emprunter sur ses produits sans s'en dessaisir, aurait au moins dû enjoindre à ce dernier des mesures propres à sauvegarder le gage de son créancier. Sans doute le porteur de warrant jouit d'un privilège avantageux par son rang, et il semble bien que le législateur se soit cru quitte envers lui, en pensant que la priorité accordée à son droit suffirait à l'encourager à faire des prêts en vue de l'agriculture.

Il n'était cependant pas superflu de faire en sorte que le privilège accordé au porteur de warrant ne fût pas illusoire. Son droit de préférence est en effet subordonné à l'existence et à la qualité des produits warrantés, au moment où ce droit sera exercé. Si les récoltes sont détruites, ce qui arrive malheureusement de temps en temps, ou simplement endomma-

gées, fait encore plus fréquent, le prêteur, en l'absence d'assurance, sera réduit, soit à un gage devenu insignifiant, en tout cas beaucoup diminué, soit même à la seule confiance personnelle qu'il peut avoir en son débiteur.

De telles garanties sont par trop platoniques et quand, sous prétexte de favoriser l'agriculture, on néglige avec une telle désinvolture l'intérêt de ceux qui y apportent leurs capitaux, on risque de se heurter à des échecs nombreux. Le législateur, celui de 1906 comme celui de 1898, a poussé jusqu'à l'excès et jusqu'à l'illogisme son amour de la simplification.

Nous prétendons donc qu'un privilège établi sur des choses aussi périssables que les produits agricoles aurait dû avoir la garantie de l'assurance obligatoire.

M. Chastenet, en 1898 et auparavant, s'était fort élevé contre ce principe. Il qualifiait l'assurance obligatoire de « formalité aussi arbitraire et inefficace que souvent impossible à remplir. »

Nous répondrons que cette formalité n'est d'abord pas plus arbitraire qu'aucune autre, et il n'en manque pas dans nos lois de ces formalités arbitraires. Elle est d'ailleurs, étant donnée la fragilité de la plupart des produits warrantables, une mesure aussi sage que nécessaire. Quant à l'impossibilité qu'il y aurait à la remplir, elle a été suggérée au rapporteur par son amour excessif de la simplification et surtout sa

crainte de se heurter aux habitudes de routine déjà prises : « Qui sera juge, ajoute-t-il d'ailleurs, de la solvabilité de la Compagnie et de la régularité de l'assurance ? »

Rien ne justifie de telles paroles. Toutes les compagnies d'assurances peuvent, sans doute, présenter des dangers d'insolvabilité à l'époque de certaines crises heureusement assez rares, mais rien ne les empêche d'y parer à l'aide de leurs fonds de réserve : les polices font d'ailleurs la loi des contrats, et les primes sont fixées à leur gré. L'insolvabilité sera donc peu fréquente. Même ce danger n'est pas de nature à faire repousser en matière de warrantage agricole un principe aussi utile que celui de l'assurance obligatoire, car alors il faudrait condamner en bloc toutes les assurances. En outre, puisque, comme le dit à un autre endroit M. Chastenet, c'est au prêteur à exiger l'assurance lorsqu'il la croit utile, rien ne s'oppose à ce qu'il n'accepte pour gage que des produits assurés par une Compagnie présentant, à son gré, des garanties suffisantes de solvabilité.

« Pourquoi, dit encore M. Chastenet, interdire aux parties de conserver les risques à leur charge et d'être leurs propres assureurs ? » Précisément parce que, pour encourager les prêts à l'agriculture, il est d'urgence de supprimer dans la plus large mesure possible les risques courus par le prêteur.

M. Chastenet demande en outre quelle sanction il

conviendrait de donner à l'omission de l'assurance. Là-dessus il est facile de lui répondre: il suffirait de déclarer nuls les warrants ne portant pas mention de l'assurance des produits warrantés.

L'assurance obligatoire est donc une sage mesure, que nous ne saurions trop déplorer de voir absente de la législation des warrants agricoles.

Les emprunts faits par les cultivateurs étant nombreux, les assurances de récoltes auraient par contre-coup pris un développement capable de dissiper toute crainte d'insolvabilité. Le crédit agricole y aurait trouvé, avec un meilleur fonctionnement, une sécurité plus grande.

CHAPITRE VII

Nature des créances garanties par le warrant

Les sommes empruntées doivent-elles être affectées uniquement à l'agriculture ? Ni la loi de 1898 ni celle de 1906 n'exigent que les sommes provenant de l'emprunt sur warrant soient exclusivement consacrées aux intérêts de l'agriculture. La qualité de la créance n'est pas prise en considération. Seules la qualité de l'emprunteur et la nature des produits warrantés importent (1). Il eût été presque impossible de contrôler efficacement l'usage fait par l'emprunteur des fonds prêtés. D'ailleurs, quand un cultivateur emprunte, c'est la plupart du temps pour une cause d'intérêt agricole, prochain ou éloigné.

La quotité de la somme garantie n'a reçu aucune limite. La proposition Delaunay voulait que le montant du prêt ne s'élevât pas à plus des deux tiers de la valeur du gage. Mais cette limitation fut repous-

1. Cf. *Pandectes françaises*, Répert. V° warrants agricoles, n° 40.

sée en 1898 (1). La loi d'ailleurs n'exigeant pas d'expertise préalable, il eût été difficile de préciser la valeur du produit warranté.

1. Chambre des Députés, séance du 13 mars 1897, *Journal officiel*, annexe, n° 234.

CHAPITRE VIII

Publicité du warrant

Le warrant constitué, transcrit, doit recevoir une publicité suffisante pour que les tiers ne soient pas trompés. Si, comme il arrive souvent, les objets warrantés restent entre les mains de l'emprunteur, l'établissement du warrant pourrait présenter à l'égard des tiers un caractère occulte. C'est afin de les protéger que la loi prescrit des formalités spéciales de publicité. La loi de 1906 a maintenu à tout prêteur le droit d'obtenir au greffe de la justice de paix, mais seulement avec l'autorisation de l'emprunteur, un état des warrants inscrits du chef de ce dernier ou un certificat constatant qu'il n'existe pas d'inscription. L'article 6 dispose à cet égard :

« Le greffier délivrera à tout prêteur qui le requerra, avec l'autorisation de l'emprunteur, un état des warrants inscrits au nom de ce dernier, ou un certificat établissant qu'il n'existe pas d'inscription. Cet état ne remontera pas à une époque antérieure à cinq années. »

Ainsi, d'après la loi nouvelle comme d'après l'ancienne, il ne peut être délivré un état de warrants ou un certificat négatif qu'avec l'autorisation de l'emprunteur. Une réforme avait été proposée par M. Ballande : celui-ci avait déposé à la Chambre des députés un amendement aux termes duquel tout acheteur pourrait, sans autorisation, obtenir un état de warrants ou un certificat négatif. En outre, lorsqu'il aurait été délivré, pour cause de vente, un certificat de non-warrant sur un produit, aucune inscription de warrant ne pourrait plus être enregistrée sur le produit vendu. Cet amendement devait, dans la pensée de son auteur, empêcher les fraudes susceptibles de se produire dans le cas où une récolte achetée et payée est laissée aux mains du vendeur; celui-ci pourrait en effet, soit vendre une récolte warrantée, soit warranter une récolte vendue. M. Ballande visait spécialement dans son amendement le commerce des vins.

Il l'appuyait sur un usage courant, établi en Gironde, de laisser la marchandise aux mains du propriétaire, même après qu'elle avait été payée. Il prétendait que des difficultés s'étaient produites, notamment quand les vins warrantés avaient été livrés à un acheteur qui les avait reçus et payés. Les porteurs de warrants se présentaient alors et venaient dire : « Mais nous avons un droit de suite sur les marchandises warrantées et nous demandons la res-

titution de notre gage. » De là naissent procès et litiges.

M. Ballande reconnaissait que la loi nouvelle avait en partie corrigé ces abus. Il avouait que les législateurs avaient nettement déclaré que le droit de suite n'avait aucune raison d'être appliqué, et il les félicitait sur ce point.

Il se demandait ailleurs ce qui allait se produire au cas déjà signalé, où les vins sont laissés par l'acheteur entre les mains du vendeur. Il envisageait l'hypothèse où les vins n'étaient pas warrantés au moment où le paiement était fait, mais où des warrants étaient pris le lendemain du règlement du prix.

On peut encore supposer l'hypothèse inverse. Des vins warrantés sont livrés à un acheteur, sans que le porteur du warrant ait été prévenu. Voilà le prêteur qui perd son gage, puisque le droit de suite n'existe plus.

M. Ballande tirait de ces faits la conclusion que, dans l'intérêt de la loi et de ceux que les modifications actuelles sont destinées à privilégier, il valait mieux autoriser l'acheteur, qui dispose d'un titre régulier établissant sa qualité, à ne pas respecter le secret rigoureux établi dans la loi et à demander au greffier, sans l'autorisation de l'emprunteur, s'il y avait ou non warrant.

L'amendement de M. Ballande a été justement repoussé. Il faut bien remarquer qu'une telle disposi-

tion mettrait les viticulteurs à la merci des négociants en permettant à ces derniers de connaître leur situation. Il suffirait en effet de leur acheter une quantité insignifiante de vins pour être fondé à connaître l'état de leurs affaires, et avoir ainsi la possibilité de profiter de leur gêne. La loi de l'offre et de la demande se trouverait faussée. Quant aux fraudes, il est fort probable que les peines contre l'abus de confiance et l'escroquerie suffiront à les prévenir dans la plupart des cas. La meilleure garantie du porteur de warrant est dans le Code pénal. Remarquons d'ailleurs que M. Ballande a commis une véritable hérésie juridique en parlant de droit de suite en matière de warrant. Comme nous l'avons déjà dit, le warrant n'est qu'une hypothèque mobilière conférant le droit de préférence, mais toujours dénuée de tout droit de suite.

Sur le même sujet, nous pouvons signaler qu'à la Chambre des députés, M. Chaigne, rapporteur, a répondu à M. de Castelnau, demandant pourquoi, en matière de warrant agricole, il était fait exception à la publicité du droit commun admise pour l'hypothèque, en forçant celui qui requiert un état des inscriptions à obtenir l'autorisation de l'emprunteur : « Nous estimons que nous maintenons ainsi au crédit agricole un élément de vie ; l'agriculteur, propriétaire ou fermier, n'aime pas que l'on connaisse ses affaires ; il faut autant que possible ménager ses sus-

ceptibilités et ses habitudes. » Ce sont des raisons de ce genre qui avaient fait admettre, dans la loi de 1898, la nécessité, pour le prêteur, d'obtenir l'autorisation de l'emprunteur pour se faire délivrer un état des inscriptions ou un certificat négatif ; nous avons déjà développé ces raisons : remarquons seulement combien l'emprunteur, qui se refuserait à autoriser le prêteur à demander un état d'inscription des warrants existant sur ses produits, serait suspect et aurait peu de chances d'obtenir du crédit.

La Chambre des députés a en outre inséré dans la loi nouvelle un amendement de M. Paul Coutant, proposant de faire remonter l'état des inscriptions à cinq années seulement : « Cet état ne remontera pas à une période antérieure à cinq années (1) . »

La publicité du warrant prend fin par la radiation de l'inscription : à ce sujet l'article 7 dispose :

« La radiation de l'inscription sera opérée sur la justification, soit du remboursement de la créance garantie par le warrant, soit d'une main-levée régulière. L'emprunteur qui aura remboursé son warrant fera constater le remboursement au greffe de la justice de paix ; mention du remboursement ou de la main-levée sera faite sur le registre prévu à l'article 3 ; certificat lui sera donné de la radiation de

1. Chambre des députés, 1^{re} séance du 20 novembre 1905, *J. Off.* du 21, Débats parlementaires, p. 3371.

l'inscription. L'inscription sera radiée d'office après cinq ans, si elle n'a pas été renouvelée avant l'expiration de ce délai ; si elle est inscrite à nouveau après la radiation d'office, elle ne vaudra à l'égard des tiers que du jour de la nouvelle date. »

Quelques mots suffiront sur cette disposition. La loi de 1906 innove ici en ce qu'elle prévoit la radiation sur production d'une main-levée, et en ce qu'elle autorise en outre le renouvellement de l'inscription dans le but d'empêcher les péremptions, ou de lui redonner ses effets à partir de la date nouvelle.

Notons enfin la tendance du législateur à assimiler de plus en plus la publicité du warrant agricole à la publicité de l'hypothèque. « L'inscription sera radiée d'office après cinq ans, si elle n'a pas été renouvelée avant l'expiration de ce délai. » Pour le warrant comme pour l'hypothèque, il était sage de prévoir un terme, tant au point de vue de l'effet utile des inscriptions, que pour ne pas contraindre le greffier à des recherches trop compliquées.

CHAPITRE IX

Circulation et endossement du warrant.

La loi de 1898 avait implicitement rendu le warrant transmissible puisqu'elle l'avait destiné à la circulation. La transmissibilité du warrant résultait d'ailleurs de l'article 12 de la loi qui parlait d'« endosseurs ».

La loi nouvelle, en son article 10, confère expressément au warrant la transmissibilité par la voie d'endossement :

« Le warrant est transmissible par voie d'endossement. L'endossement est daté et signé : il énonce les noms, professions, domiciles des parties. Tous ceux qui ont signé ou endossé un warrant sont tenus à la garantie solidaire envers le porteur. L'escompteur ou les réescompteurs d'un warrant sont tenus d'aviser, dans les huit jours, le greffier du juge de paix par pli recommandé avec accusé de réception, ou verbalement contre récépissé de l'avis. L'emprunteur pourra, par une mention spéciale inscrite au warrant, dispenser l'escompteur ou les réescompteurs de don-

ner cet avis ; mais, dans ce cas, il n'y a pas lieu à l'application des dispositions des deux derniers paragraphes de l'article 8. »

Le produit agricole n'est plus une marchandise improductive. Le titre qui la représente circulera comme une monnaie fiduciaire. Le prêteur peut avoir besoin de toucher le montant du warrant avant l'échéance. Il n'aura alors qu'à céder son titre à un tiers, un banquier par exemple, qui le lui escomptera. Cette cession se fera par le mode ordinaire et expéditif des cessions commerciales, par l'endossement. Ainsi, grâce à la négociation du warrant, le prêteur arrivera à rentrer immédiatement dans les fonds qu'il a déboursés.

Le privilège attaché au gage est donc transmissible de plein droit, par voie d'endossement, à chacun des porteurs successifs. Le porteur du warrant devient ainsi créancier direct et personnel de l'emprunteur.

Pour ce qui est de l'avis que doivent donner l'escompteur et les réescompteurs au greffier du juge de paix, il faut remarquer que l'article 9 de la loi de 1898 disait simplement: « L'escompteur ou réescompteur d'un warrant sera tenu d'en donner avis immédiatement au greffier du juge de paix par lettre recommandée avec accusé de réception. » La loi nouvelle, au contraire, prévoit le cas où l'emprunteur aurait consenti la dispense de cet avis ; dès la première délibération au Sénat, il a été convenu que la dispense

de cet avis entraînerait pour l'emprunteur renonciation à la faculté de rembourser sa dette avant l'échéance, puisque dans ce cas il ne pourrait pas reconnaître le porteur du warrant (1).

La commission de la Chambre des députés a ajouté que l'avis requis pourrait être donné verbalement : la commission du Sénat a maintenu cette disposition tout en lui donnant une rédaction différente, qui est celle de l'article 10, paragraphe 2 actuel.

La loi nouvelle dispose, comme l'ancienne, que les établissements publics de crédit peuvent recevoir les warrants comme effets de commerce avec dispense d'une des deux signatures exigées par leurs statuts (art. 9). Cette disposition, fondée sur les garanties particulières qu'offre le warrant, a pour objet d'en rendre la négociation plus facile.

De la possibilité d'endosser et d'escompter le warrant il ne faudrait pas conclure que ce mode de prêt constitue une opération commerciale. Le warrant est un contrat civil. Car l'emprunteur n'est pas commerçant et le but du prêt est purement civil. Le caractère de l'acte ne saurait être transformé par suite des facultés d'endossement et d'escompte accordées uniquement en vue de favoriser la transmission

1. Voir Sénat, séance du 25 juin 1903, *J. off.* du 26, documents parlementaires, page 1123 (discussion Fortier-Legrand).

pratique des warrants. De cette observation il résulte notamment que la perception habituelle d'intérêts fixés au delà du taux conventionnel constituerait, en matière de warrants, le délit d'usure (1).

1. En ce sens, Trib. Narbonne, 18 juillet 1902.

CHAPITRE X

Situation juridique de l'emprunteur

Bénéficiant d'une situation exceptionnelle, l'emprunteur garde la possession des marchandises warrantées. Quelle sera dès lors sa condition juridique vis-à-vis des produits engagés ? La loi de 1906 n'a rien innové sur ce point et déclare l'emprunteur (ou le dépositaire) responsable des marchandises confiées à ses soins (ou à sa garde) et cela sans aucune indemnité opposable aux bénéficiaires du warrant. Il est donc évident que l'emprunteur est responsable des produits demeurés en sa possession. D'ailleurs, quel autre que lui aurait pu en être déclaré responsable ? Mais ce que la loi a omis de nous dire et qui est plus important, c'est la mesure de cette responsabilité.

Avant de donner une solution à cette question, il est nécessaire d'étudier comment le législateur a expliqué l'opération du prêt sur warrant agricole.

Dans sa pensée, la situation de l'emprunteur sur warrant s'analyse par l'existence d'une tradition de

brève main des produits warrantés, au profit du prêteur. Celui-ci fait de ces produits une tradition en retour à l'emprunteur, à titre de dépôt (1).

De cette conception, il s'ensuit que le fermier, dans l'intérêt duquel a été constitué le dépôt, est tenu de sa faute légère *in abstracto*, c'est-à-dire qu'il devra apporter à la garde des produits warrantés les soins d'un bon administrateur, non pas seulement ceux qu'il apporte à ses affaires propres, mais ceux qu'apporte aux siennes un administrateur diligent ; il sera tenu des fautes que ne commettrait pas un tel gérant.

Nous citons les paroles du ministre de l'agriculture. « ...Un propriétaire auquel un fermier doit des fermages, fait, afin de se garantir, une saisie-gagerie sur les meubles et les récoltes engagées. Il constitue alors le fermier gardien de la saisie, afin que son gage ne soit pas grevé des frais de gardiennage de cette saisie. L'agriculteur qui aura warranté sa récolte, en sera constitué gardien au même titre qu'il est constitué gardien d'une saisie-gagerie au bénéfice de son propriétaire. »

Mais il est, à notre avis, impossible de rapprocher de la situation anormale du fermier constitué gardien d'une saisie-gagerie, la situation normale de celui qui warrant ses produits. L'idée, d'après laquelle un propriétaire est constitué gardien de sa chose,

1. Voir rapport Chastenet.

est plus que bizarre. Il faut, par conséquent, renoncer à y trouver une base pour déterminer la responsabilité de l'agriculteur vis-à-vis de ses produits warrantés.

Voici, selon nous, le raisonnement qu'il convient de tenir : l'agriculteur détient, dans son propre intérêt, des produits affectés au gage de son créancier. Celui-ci ayant d'autre part à la conservation de sa garantie un intérêt qu'il importe de sauvegarder, il faut déclarer l'emprunteur tenu, vis-à-vis de ses produits warrantés, de la même responsabilité que celle établie par le Code civil au titre des Contrats ou des Obligations conventionnelles en général ; c'est-à-dire qu'il sera tenu d'apporter à sa chose les soins d'un bon administrateur. Il est donc inutile, pour déterminer la responsabilité de l'emprunteur, de recourir à l'idée erronée d'un dépôt.

Mais une autre question se pose : l'emprunteur est-il tenu de sa faute très légère ?

L'article 1928 du Code civil pourrait le faire croire, puisqu'il ordonne au juge d'user d'une plus grande rigueur envers les dépositaires dans l'intérêt unique desquels le dépôt a été fait.

Il n'en est rien cependant, car l'article 2080 (1) sur

1. Code civil, article 2080, alinéa 1 : « Le créancier répond, selon les règles établies au titre des contrats ou des obligations conventionnelles en général, de la perte ou détérioration du gage qui serait survenue par sa négligence. »

lequel nous nous basons pour déterminer, par analogie, la responsabilité de l'emprunteur, se réfère, en renvoyant au titre des contrats ou obligations conventionnelles en général, à l'article 1137 qui, comme le montre sa lecture, n'indique pas la faute légère :

« L'obligation de veiller à la conservation de la chose, soit que la convention n'ait pour objet que l'utilité d'une des parties, soit qu'elle ait pour objet leur utilité commune, soumet celui qui en est chargé à y apporter tous les soins d'un bon père de famille. »

Il faut remarquer que la loi ne parle que des soins d'un bon père de famille, et non des soins d'un très bon père de famille. Il n'y a aucune raison pour exagérer arbitrairement ses exigences. On s'en tiendra donc, pour déterminer la situation de l'emprunteur, au droit commun qui déclare simplement responsable de sa faute légère le débiteur tenu de veiller à la conservation d'une chose.

Quant aux cas fortuits, il est impossible de les mettre à la charge de l'emprunteur ; ce serait le mettre dans une situation impossible à tenir, alors que les lois sur les warrants agricoles ont pour motif d'augmenter son bien-être (1).

1. On aurait pu, comme on l'a proposé, contraindre le cultivateur à assurer ses récoltes : on ne l'a pas fait. Cependant assurer ses produits est le fait d'un administrateur diligent, ce qui prouve une fois de plus que la loi n'a pas voulu déclarer le cultivateur tenu de plus de soins qu'un bon administrateur ordinaire.

Que se produira-t-il, dès lors, en cas de perte des produits par cas fortuit ? Les produits warrantés, individualisés par le warrant, sont devenus des corps certains. S'ils viennent à périr, le dépositaire sera libéré de la représentation de sa chose, mais non de sa dette.

L'emprunteur sera donc toujours tenu de sa dette ; si les produits sont assurés, le prêteur pourra exercer son droit de préférence sur l'indemnité d'assurance, contrairement au droit commun en cette matière. Mais, si le cultivateur n'a pas fait assurer les produits warrantés, le privilège est éteint faute d'objet. L'emprunteur n'est donc plus tenu du gage : il n'est plus tenu que personnellement d'une créance dénuée de sûreté.

Une solution analogue devrait être appliquée au cas où il surviendrait aux produits warrantés une détérioration qui ne proviendrait pas du fait de l'emprunteur.

En tout cas, il ne peut être question d'exiger de l'emprunteur des soins exceptionnels, que pourrait demander la conservation des produits confiés à sa garde ; en pareille hypothèse on appliquera la solution donnée par l'arrêt de la Cour d'appel de Bordeaux, le 11 janvier 1888 :

« A défaut de conventions spéciales, le dépositaire n'est pas tenu de soins extraordinaires, et notamment le dépositaire de vins n'est pas obligé de les traiter

préventivement par une méthode spéciale, dite la pasteurisation (1), qui n'est pas en usage dans la contrée (2). »

Il est certain qu'on ne peut exiger du dépositaire qu'il donne à la chose, dont on lui a confié le dépôt, des soins *extraordinaires*. Comment présumer que le déposant ait pu compter sur des soins de cette nature, qui sont tellement en dehors des habitudes et des prévisions humaines ?

En résumé, si le cultivateur, dépositaire des produits warrantés, n'est tenu, ni des pertes par cas fortuit, ni des détériorations survenues sans son fait, il est responsable civilement des fautes que ne commettrait pas un administrateur diligent.

Mais la responsabilité de l'emprunteur a en outre des sanctions pénales. Le droit du gagiste doit être protégé énergiquement contre toutes les fraudes possibles. A cet égard l'article 14 dispose :

« Tout emprunteur convaincu d'avoir fait une fausse déclaration ou d'avoir constitué un warrant sur des produits déjà warrantés, sans avis préalable... ; tout emprunteur ou dépositaire convaincu d'avoir détourné, dissipé ou volontairement détérioré au préjudice de son créancier le gage de celui-ci, sera poursuivi correctionnellement sous inculpation d'es-

1. La pasteurisation est un moyen pour stériliser, c'est-à-dire pour débarrasser des microbes qu'il peut contenir, un liquide : lait, vin, etc...

2. V. *Grande Encyclopédie*.

croquerie ou d'abus de confiance, selon les cas, et frappé des peines prévues aux articles 405 ou 406 et 408 du Code pénal. »

La loi a ainsi assimilé le détournement de la part de l'emprunteur à un abus de confiance. Mais il faut remarquer que cette disposition n'est pas la simple application du droit commun en matière d'abus de confiance. En effet l'abus de confiance est un délit commis aux dépens d'un propriétaire par une personne qui est simple possesseur ou détenteur de la chose, à titre de dépôt, de mandat, de gage, etc... Si l'article 408 nomme à côté du propriétaire, comme victime possible du délit, un simple possesseur ou détenteur, c'est qu'il a voulu prévoir le cas où le dépositaire infidèle avait reçu la chose d'une personne qui n'en était point propriétaire. Il faut en conclure que, punir un propriétaire qui dispose de son bien au préjudice de son créancier, ce n'est pas lui faire l'application pure et simple de l'article 408 du Code pénal : c'est créer un nouveau cas d'abus de confiance à côté de ceux qui existent.

Toutefois, cette discussion n'a qu'un intérêt doctrinal. Quoique le détournement commis par le cultivateur ne soit pas, au point de vue juridique, un cas d'abus de confiance, la sanction est identique. En outre, l'article 405 sur l'escroquerie est susceptible de s'appliquer au cas où l'agriculteur fait des déclarations frauduleuses sur la qualité, la quantité

ou la valeur des marchandises. L'article 14, bien qu'il ne prévoie pas ce cas, rentre visiblement dans la notion de l'escroquerie. Il y aura donc lieu à un emprisonnement d'un an au moins et de cinq ans au plus, et à une amende de 50 à 3.000 francs.

La sanction pénale est seule capable d'intimider le cultivateur malhonnête et de l'empêcher de rendre illusoires les droits du créancier.

On se rend moins facilement compte de l'application de l'article 406 du Code pénal. Ce texte décide que :

« Quiconque aura abusé des besoins, des faiblesses ou des passions d'un mineur, pour lui faire souscrire, à son préjudice, des obligations, quittances ou décharges, pour prêt d'argent ou de choses mobilières, ou d'effets de commerce, ou de tous autres effets obligatoires, sous quelque forme que cette négociation ait été faite ou déguisée, sera puni d'un emprisonnement de deux mois au moins, de deux ans au plus, et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des restitutions et des dommages-intérêts qui seront dus aux parties lésées, ni être moindre de 25 francs. »

Cette disposition édicte en outre l'interdiction de certains droits énumérés à la fin de l'article 405.

La fin de l'article 406 paraît être la principale disposition de ce texte que vise la loi sur les warrants.

La loi, admettant l'application de l'article 463,

donne lieu à l'admission des circonstances atténuantes.

L'article 463 § 4 décide que : « Dans tous les cas où la peine de l'emprisonnement et celle de l'amende sont prononcées par le Code pénal, si les circonstances paraissent atténuantes, les tribunaux correctionnels sont autorisés, même en cas de récidive, à réduire l'emprisonnement même au-dessous de six jours, et l'amende même au-dessous de seize francs : ils pourront aussi prononcer séparément l'une ou l'autre de ces peines, et même substituer l'amende à l'emprisonnement sans qu'en aucun cas elle puisse être au-dessous des peines de simple police. »

On sait qu'en matière de délits et de contraventions, l'article 463 n'est applicable qu'à l'égard des infractions prévues par le code pénal et par des lois spéciales qui donnent expressément ce droit aux juges.

Précisément les lois de 1898 et de 1906 sont au nombre de ces lois spéciales : elles prévoient d'ailleurs une nouvelle espèce d'abus de confiance.

Il n'est pas non plus douteux, malgré le silence de la loi, que le tribunal correctionnel ait le droit d'appliquer également la loi de sursis.

Ces points élucidés, nous arrivons maintenant à la question la plus importante du présent chapitre. Le cultivateur a-t-il le droit de vendre ses produits warrantés avant de les avoir libérés ? La question est délicate.

En effet, s'il les vend avant d'avoir éteint le warrant, le gage du prêteur est perdu à cause de l'article 2279 du Code civil, qui empêche le droit de suite contre les meubles. Nous savons d'ailleurs que le warrant agricole n'est qu'une hypothèque mobilière sans droit de suite.

D'autre part, si le cultivateur n'a pas le droit de vendre ses produits warrantés tant qu'ils ne seront pas libérés ; si de plus les fonds lui manquent pour acquitter la dette à l'échéance, ses récoltes seront l'objet d'une vente judiciaire qui pourra fort bien s'effectuer dans de mauvaises conditions, alors qu'il a peut-être laissé passer l'occasion de la vendre à bon prix, avant l'échéance de la dette garantie.

Quelle doit donc être la solution de la question ? D'après l'article 13 de la loi de 1898 : « tout agriculteur convaincu d'avoir détourné... sera poursuivi... » Or la vente est bien un détournement : elle constitue dans l'espèce encore un cas nouveau d'abus de confiance ; le fermier, bien que propriétaire des produits warrantés, est assimilé, à l'égard de ces derniers, à un dépositaire (1).

1. Il a en effet été jugé, par le Tribunal de paix de Montpellier, 5 juin 1901, *Revue de la Justice de paix*, que l'emprunteur sur warrant devenant simple dépositaire des produits warrantés, la vente amiable faite avant l'extinction du warrant est nulle et de nul effet. La nullité peut être prononcée par le juge de paix statuant en référé.

L'interdiction absolue de vendre paraissait de plus commandée par les travaux préparatoires (1).

« Je voudrais savoir, disait M. Millaud, au moment où notre intention est de légiférer dans l'intérêt de l'agriculture, si nous ne risquons pas de nuire à la fois aux propriétaires, aux fermiers, à l'agriculture enfin, en rendant difficile la vente d'un produit qui aura été warranté : grains, vins, légumes secs ou autres.

« Je désire connaître, en l'absence de tout texte dans le projet, quelle sera la situation de l'acheteur ou du vendeur d'une marchandise warrantée. Je voudrais être convaincu que la loi ne rendra pas plus difficile et quelquefois tout à fait impossible la vente d'une des denrées énumérées à l'article 1^{er}. Faciliter l'emprunt et nuire à la vente du produit, ce n'est peut-être pas là le bénéfice promis à l'agriculture française. »

Ces paroles sont sages, et dictées par le désir de faciliter le crédit, en mettant aux mains des agriculteurs « une marchandise mobilisable avec laquelle, par un nantissement sans frais, ils pourront à tout moment se procurer de l'argent au taux le plus bas. Ils éviteront ainsi des ventes précipitées et seront à même de se défendre, en écoulant leurs produits dans de meilleures conditions (2). »

1. Voir Sénat, séance du 8 juillet 1898, *J. off.* du 9, déb. parlem. p. 793.

2. Voir rapport Chastenot.

Voici la réponse du ministre de l'agriculture :
« Lorsqu'un cultivateur aura emprunté sur sa récolte, et que le gage sera constitué entre ses mains, il se trouvera exactement dans la situation d'un commerçant qui a déposé ses objets dans un magasin général et qui crée un warrant à l'aide de ces objets : tant qu'il ne sera pas dégagé de son warrant, il ne pourra pas vendre les objets qui constituent le gage. »

L'erreur du ministre est complète. Le marchand qui a déposé ses produits dans les magasins généraux n'est pas privé du droit de les vendre ; le directeur du magasin lui donnera un récépissé représentant son droit de propriété, et ce récépissé est un effet négociable ; la propriété des marchandises warrantées, selon la loi de 1858, peut parfaitement être transférée par une vente ; seulement, le porteur du récépissé ne pourra obtenir délivrance des marchandises déposées qu'après avoir remboursé le porteur du warrant, titre qui représente le gage, ou consigné le prix.

Bien qu'en matière de warrant agricole il n'y ait pas lieu à délivrance d'un récépissé, puisque le directeur du magasin général est remplacé par le propriétaire même des produits warrantés, il est possible d'appliquer la même solution pour le fermier. Il pourrait très bien vendre ses produits warrantés, et c'est ce qu'il fera en effet.

M. Chamaillard disait avec raison, au cours de la

discussion : « Il les vendra quand même ! » Le ministre répondait : « S'il les vend quand même, il encourra les sanctions pénales qui sont prévues par la loi... L'agriculteur qui aura warranté sa récolte en sera constitué gardien au même titre qu'il est constitué gardien d'une saisie-gagerie au bénéfice de son propriétaire. Nous n'innovons rien, nous ne changeons rien à la nature même des choses. D'autre part, si l'agriculteur veut vendre les produits qu'il a warrantés, d'après l'article 7 (1) il peut, même avant l'échéance, rembourser la créance garantie par le warrant. Dans ce cas sa marchandise sera libre. Si le créancier refuse ses offres, le débiteur peut, pour se libérer, consigner la somme offerte en observant les formalités prescrites par l'article 1259 du Code civil.

« Cette procédure est des plus simples. Nous n'empêchons pas la vente et, d'un autre côté, nous garantissons les droits du créancier. »

Le ministre de l'agriculture ne voyait pas que ce qui constituait le délit prévu par l'article 13 de la loi de 1898, ce n'était pas la vente en elle-même des produits warrantés, mais la vente faite au préjudice du créancier. Cette erreur était d'autant plus surprenante que le texte de la loi ne laissait aucun doute à ce sujet. Il était ainsi conçu : « Tout agriculteur,

1. Article 7 de la loi de 1898 : « Le débiteur peut, même avant l'échéance, rembourser les créances garanties par le warrant. »

convaincu d'avoir détourné, au préjudice de son créancier, le gage de celui-ci, sera poursuivi correctionnellement. »

Il s'ensuit évidemment que, si la vente respectait les droits du porteur de warrant, elle ne pourrait jamais constituer un délit.

Sans doute, si l'agriculteur veut vendre ses produits warrantés, il n'aura qu'à rembourser le prêteur avant l'échéance, comme le lui permet formellement l'article 7.

Mais il est purement facultatif pour l'emprunteur de se conformer à l'article 7. Ce texte lui offre un moyen de libérer sa marchandise malgré le créancier. S'ensuit-il que le fermier n'ait pas le droit de vendre sa marchandise, dans le but de s'acquitter de sa dette ?

Nullement, à notre avis. S'il en trouve un bon prix, le fermier peut parfaitement vendre ses produits, à condition de ne pas préjudicier aux droits du prêteur, et alors il devra libérer sa marchandise en payant son créancier avant l'échéance, comme le lui permet l'article 7. Et, si le créancier refuse ses offres, le moyen de se libérer sera tout trouvé dans la procédure de l'offre et de la consignation complétée par une ordonnance du juge de paix.

La solution contraire aboutirait à ce singulier résultat : Un cultivateur, ayant de quoi rembourser son créancier porteur de warrant, peut libérer sa mar-

chandise au moyen de la procédure établie par l'article 7 et la vendre ensuite pour en tirer le bénéfice qu'il espère. Mais, s'il n'a pas à sa disposition la somme voulue, il ne le peut pas. Il ne peut même pas profiter d'une bonne occasion qui lui est offerte de vendre ses produits, ce qui lui permettrait d'acquitter sa dette, et, sans doute, de réaliser un bénéfice. Il devra donc attendre l'échéance, et si à cette époque il n'a pas d'argent, les produits warrantés seront vendus à n'importe quel prix. Le créancier, sans doute, sera presque toujours remboursé, puisqu'il n'aura prêté que sur un gage plus que suffisant pour garantir sa créance ; mais le cultivateur manquera un bénéfice et pourra même subir une perte.

Au gré du ministre de l'Agriculture, l'article 7 n'était donc applicable qu'au cas où le cultivateur a des fonds disponibles avant l'échéance. Mais il est possible que, dans la plupart des cas, il n'en ait pas, puisqu'il a emprunté et que la somme prêtée a dû servir à faire des achats urgents. L'article 7 aurait donc prévu une hypothèse rare pratiquement.

Mais, en admettant que le cultivateur ait des fonds disponibles, ne serait-il pas plus simple, même alors, de lui permettre de vendre les produits warrantés. Y a-t-il une raison de l'empêcher, même dans ce cas, de réaliser un bénéfice dont il trouve l'occasion, immédiatement, c'est-à-dire sans attendre les formalités de l'offre et de la consignation que la mauvaise

volonté de son créancier le forcera peut-être à accomplir?

A notre avis, l'article 7 prévoyait surtout l'hypothèse dans laquelle le cultivateur, saisissant une bonne occasion, veut vendre pour rembourser: toutefois, dans le cas même où il aurait des fonds disponibles, le cultivateur peut avoir un intérêt appréciable à libérer sa marchandise, sans avoir l'intention de la vendre immédiatement.

Un cultivateur, ayant emprunté sur warrant et ayant de l'argent disponible pour rembourser son créancier, veut libérer ses marchandises sans les vendre immédiatement, parce que sans doute l'occasion n'est pas favorable.

Mais, dira-t-on, quel intérêt aura-t-il à libérer d'avance sa marchandise, puisqu'il n'a pas l'intention de la vendre?

L'intérêt sera qu'il sera déchargé de la responsabilité établie par l'article premier *in fine*: le cultivateur, dit ce texte, est responsable de la marchandise qui reste confiée à ses soins et à sa garde, et cela sans indemnité. Cela peut encore paraître n'avoir aucun intérêt, puisque le cultivateur souffrira si ses récoltes sont détériorées ou perdues faute de soins, qu'elles soient warrantées ou libres. Mais il ne faut pas oublier que, si les produits restaient warrantés, l'emprunteur devrait y apporter les soins d'un bon père de famille et serait tenu de sa faute légère *in*

abstracto tandis que, si ses produits sont libres, il n'y apportera pas plus de soins qu'il n'en apporte à ses autres affaires. Quand les produits sont warrantés, il doit y apporter plus de soins que ne le requièrent ses intérêts. Cette charge supplémentaire disparaît quand les produits sont libres.

D'ailleurs nous savons qu'en cas de perte ou de détérioration du gage par cas fortuit, le fermier reste tenu d'une action personnelle en vertu de laquelle l'universalité de son patrimoine est affectée au paiement de ses créanciers devenus chirographaires. Par le remboursement anticipé de son emprunt, il préservera de la saisie ses biens non warrantés.

L'article 7 offre donc de l'intérêt pour l'emprunteur, même en dehors du cas où il veut libérer sa marchandise pour la vendre.

Mais, nous le répétons, même au cas où l'emprunteur a, dès avant l'échéance, les fonds nécessaires pour acquitter sa dette, il vaut mieux lui reconnaître le droit ferme de vendre ses produits warrantés, sans qu'il soit obligé de rembourser avant la vente le porteur actuel du warrant : cela évitera les formalités de l'offre et de la consignation qui, bien qu'en ait dit le ministre de l'Agriculture, sont loin d'être simples. Alors, pour que la vente soit légitime, c'est-à-dire pour qu'elle ne porte pas préjudice au créancier, l'acquéreur ne pourra, comme au cas de warrant commercial, obtenir délivrance des produits, ou

du moins ne pourra être à l'abri de toute poursuite correctionnelle, qu'en purgeant le gage ; si l'on reconnaît la légitimité de cet acte, il ne pourra plus évidemment être question des formalités de l'article 7 ; l'acquéreur sera tenu de rembourser le créancier ou de laisser vendre les produits, pour ne toucher que le reliquat disponible après que le créancier gagiste aura été désintéressé.

L'article 8 de la loi nouvelle s'exprime beaucoup plus nettement que la loi de 1898 sur le point de savoir si l'emprunteur a le droit de vendre ses produits warrantés : il pose un principe formellement affirmatif.

A notre sens, il n'y a pas en cela de changement apporté à la loi de 1898, puisque nous avons soutenu que cette loi ne défendait pas à l'emprunteur de vendre ses produits warrantés.

Cet article 8 est ainsi conçu :

« L'emprunteur conserve le droit de vendre ses produits warrantés, à l'amiable et avant le paiement de la créance, même sans le concours du prêteur ; mais la tradition à l'acquéreur ne peut être opérée que lorsque le créancier a été désintéressé.

« L'emprunteur peut, même avant l'échéance, rembourser la créance garantie par le warrant ; si le porteur du warrant refuse les offres du débiteur, celui-ci peut, pour se libérer, consigner la somme offerte, en observant les formalités prescrites par l'article 1259

du Code civil ; les offres sont faites au dernier ayant droit connu par les avis donnés au greffier, en conformité de l'article 10 qui suit. Sur le vu d'une quittance de consignation régulière et suffisante, le juge de paix du canton où le warrant est inscrit rendra une ordonnance aux termes de laquelle le gage sera transporté sur la somme consignée. En cas de remboursement anticipé d'un warrant agricole, l'emprunteur bénéficie des intérêts qui restaient à courir jusqu'à l'échéance du warrant, déduction faite d'un délai de dix jours. »

Il n'est donc plus douteux maintenant que l'emprunteur peut vendre ses produits warrantés ; il le peut, sans l'autorisation du prêteur. Ce dernier point a fait difficulté à la Chambre, qui avait d'abord voté l'obligation de vendre au comptant et la nécessité d'obtenir l'autorisation du prêteur, malgré l'amendement de M. Cazeaux-Cazalet qui fut repoussé (1).

La Chambre était trop rigoureuse. C'était d'ailleurs violer la liberté des conventions et comprendre mal

1. Voici le texte voté d'abord par la Chambre des députés : « L'emprunteur peut, avant l'échéance, rembourser la créance garantie par le warrant et vendre au comptant, avec l'autorisation du prêteur, tout ou partie des produits warrantés, à condition d'affecter le montant de la vente au remboursement immédiat des sommes avancées, sous peine d'encourir les pénalités édictées par l'article 16 de la présente loi (art. 14 actuel). Si le prix de la vente est inférieur aux sommes avancées, la vente ne sera faite qu'avec l'assentiment écrit du premier endosseur du warrant. »

les intérêts de l'agriculture que de forcer l'emprunteur, pour vendre ses produits, à obtenir l'autorisation d'un créancier soucieux de conserver son gage. Le seul intérêt à sauvegarder était celui du prêteur : ses droits restent intacts si la tradition des produits vendus ne peut être opérée avant qu'il ait été désintéressé. En effet, il importe peu, si le nantissement ne peut cesser tant que le créancier n'a pas reçu le montant de sa créance, que la vente ait été faite au comptant, à terme, ou sous toutes autres modalités convenues entre les parties. D'un autre côté, reconnaître à l'emprunteur le droit de vendre, en subordonnant ce droit à l'autorisation du prêteur, c'était accorder une faculté un peu trop illusoire. C'était en même temps exprimer une vérité hors de conteste, celle que des parties majeures ont le droit de faire toutes les conventions qu'elles désirent, sauf celles qui seraient contraires à l'ordre public.

Tel est donc, sans controverse possible, le droit de l'emprunteur vis-à-vis de ses produits warrantés : il peut les vendre, sans autorisation du prêteur et avec telles modalités qu'il lui plaira, à terme, au comptant, etc. Toutefois ce sera sous la condition de n'en opérer la tradition à l'acquéreur qu'une fois le créancier désintéressé. S'il outrepassé ses droits, c'est-à-dire s'il livre les produits vendus sans rembourser son créancier, il est passible des pénalités édictées par l'article 14 de la loi que nous étudions.

Il sera poursuivi correctionnellement, sous inculpation d'escroquerie ou d'abus de confiance suivant les cas, et frappé des peines prévues aux articles 405 ou 406 et 408 du Code pénal.

La loi de 1898, rappelons-le, déclarait passible des peines de l'abus de confiance ou de l'escroquerie le détournement fait au préjudice des droits du créancier ; la loi actuelle ne fait pas autre chose, et elle prend soin de dire que la vente faite sans fraude, c'est-à-dire celle qui n'est pas exécutée sans que le créancier qui perd son gage soit désintéressé, est permise.

Deux remarques sont nécessaires pour finir ce chapitre.

1° D'abord, l'observation que nous avons faite à propos du nouveau cas d'abus de confiance introduit par la loi de 1898 sur les warrants agricoles s'applique ici, avec cette différence toutefois qu'il y a eu, avant la loi de 1906, un précédent législatif, cette loi de 1898, qui punit des peines de l'abus de confiance le cultivateur qui vend ses produits warrantés, au préjudice de son créancier.

2° Ce n'est plus seulement l'emprunteur que la loi nouvelle déclare passible de poursuites correctionnelles en cas de détournement ou de détérioration du gage, mais aussi le dépositaire :

«... Tout emprunteur ou dépositaire convaincu d'avoir détourné, dissipé, ou volontairement détérioré au préjudice de son créancier le gage de celui-ci, sera

poursuivi correctionnellement, sous inculpation d'escroquerie ou d'abus de confiance, selon les cas, et frappé des peines prévues aux articles 405 ou 406 et 408 du Code pénal. »

C'est qu'en effet la loi prévoit la possibilité de warranter des récoltes emmagasinées dans les immeubles des sociétés coopératives, des syndicats agricoles, des comices agricoles. Donc, l'emprunteur ne reste plus désormais le seul détenteur du gage. Il peut y avoir d'autres dépositaires, que le législateur était forcé d'envisager dans son texte.

Enfin la loi nouvelle, comme l'ancienne, permet à l'emprunteur de rembourser sa dette avant l'échéance. Cette faculté est dans une étroite corrélation avec le droit de vendre les produits avant la date fixée pour le remboursement. La vente des produits avant l'échéance est bien de nature à permettre le paiement de la dette avant cette même date.

CHAPITRE XI

Païement du warrant.

Effectué dans les conditions requises par la loi, le paiement du warrant a pour effet de libérer la marchandise warrantée. Le paiement peut être fait, soit avant l'échéance, soit à l'échéance.

La loi de 1906, comme celle de 1898, donne à l'emprunteur la faculté de rembourser le warrant avant l'échéance. Le cultivateur, comme nous l'avons déjà dit, peut avoir intérêt à libérer sa marchandise, non seulement pour la vendre, mais encore pour se débarrasser d'une responsabilité trop lourde. Ce payement anticipé est donc possible, à moins qu'il ne ressorte d'une clause formelle que le terme ait été consenti dans l'intérêt du créancier. Mais, pour que le cultivateur puisse payer le dernier porteur du warrant, il faut que celui-ci lui soit connu, et il lui sera facile de le connaître, grâce à la disposition qui oblige l'escompteur ou le réescompteur d'en donner avis immédiatement au greffier du juge de paix, par lettre recommandée avec avis de réception. Si l'accord se

fait entre le cultivateur et le réescompteur, les choses se passeront avec la plus grande simplicité ; dans le cas contraire, l'article 8 a organisé un ensemble de mesures destinées à assurer la libération définitive de l'emprunteur. La procédure établie à cet effet est beaucoup plus compliquée que celle établie par l'article 6 de la loi du 21 mai 1858: d'après ce dernier texte, si le porteur du warrant commercial n'est pas connu ou si, étant connu, il n'est pas d'accord avec le débiteur sur les conditions auxquelles aurait lieu le paiement anticipé, la somme due, y compris les intérêts jusqu'à l'échéance, est consignée à l'administration du magasin général, qui en demeure responsable. Cette consignation libère la marchandise.

Une telle consignation n'était pas possible en matière de warrant agricole, puisque le magasin général n'est autre, en l'espèce, que le domicile de l'emprunteur ; celui-ci ne peut se consigner à lui-même la somme due. Il a donc fallu recourir aux règles des offres et consignations établies par le Code civil. Ces règles sont complétées, nous l'avons dit, par une ordonnance du juge de paix. Ainsi, si le porteur du warrant refuse d'accepter le paiement du cultivateur, celui-ci lui fera des offres réelles, suivies, en cas de non-acceptation, de consignation à la caisse des dépôts.

Tout cela suppose que le cultivateur connaît le porteur actuel du warrant. S'il ne le connaît pas, la

consignation est impossible. Aussi aurait-il été avantageux d'adopter la disposition de la proposition Delaunay, qui permettait la consignation immédiate de la somme à la succursale de la Banque de France la plus rapprochée.

En plus des formalités compliquées exigées par l'article 1259 du Code civil, l'emprunteur devra produire au juge de paix une quittance de consignation régulière et suffisante, le juge de paix rendra son ordonnance et, comme le dit la circulaire du 11 août 1898 « au vu de cette ordonnance, le greffier procédera à la radiation de l'inscription par une mention inscrite sur la souche du warrant. » Cette ordonnance transporte le droit de préférence sur la somme consignée.

Voyons maintenant comment il y a lieu de calculer les intérêts.

D'après la loi de 1858, reproduite en cela par le projet Delaunay, l'emprunteur devait consigner au magasin général les intérêts dus jusqu'à l'échéance.

La loi de 1906 décide au contraire, adoptant encore ici la même solution que la loi de 1898 :

« En cas de remboursement anticipé d'un warrant agricole, l'emprunteur bénéficie des intérêts qui restaient à courir jusqu'à l'échéance du warrant, déduction faite d'un délai de dix jours. »

Le législateur a estimé que les intérêts de dix jours, en dehors des intérêts échus, suffisaient pour indem-

niser le prêteur du préjudice que pouvait lui occasionner la perte d'un placement avantageux. On peut se demander si la conséquence de cette faculté de remboursement anticipé, sans paiement de tous les intérêts à échoir, ne sera pas de détourner les capitalistes des prêts sur warrants agricoles. La faveur de la loi ne va-t-elle pas se retourner contre les emprunteurs eux-mêmes ?

La loi d'ailleurs, en parlant de remboursement, ne vise que le paiement intégral. L'emprunteur ne pourrait donc imposer au prêteur un paiement partiel. L'article 7 ne règle d'aucune manière les formalités que le législateur aurait certainement prévues, s'il avait admis la possibilité du remboursement fractionné. Et il n'est pas douteux qu'on ne peut étendre le texte d'une loi d'exception, comme la loi de 1906.

Observons enfin que le même avantage, conféré à l'emprunteur par l'article 8, appartiendrait au prêteur si le débiteur était déchu du bénéfice du terme. (1)

1. Article 1188 Code civil.

CHAPITRE XII

Réalisation du gage warranté.

La question de la réalisation du gage warranté avait déjà préoccupé le législateur de 1898. L'article 10 de l'ancienne loi avait imaginé une procédure plus rapide, moins compliquée et moins coûteuse que la procédure ordinaire. On avait compris que l'emprunt sur warrant n'aurait servi à rien si le gage avait dû se consommer inutilement en frais judiciaires.

Mais la pratique ne tarda pas à s'apercevoir que la procédure organisée par l'ancienne loi avait besoin d'être encore simplifiée et que le créancier était encore entravé par trop de lenteurs et par le coût des formalités judiciaires. Le besoin d'une plus grande simplification a inspiré le législateur de 1906. L'article 11 de la loi nouvelle est ainsi conçu :

« Le porteur du warrant doit réclamer à l'emprunteur paiement de sa créance échue, et, à défaut de ce paiement, constater et réitérer sa réclamation par lettre recommandée adressée au débiteur et pour laquelle un avis de réception sera demandé.

« S'il n'est pas payé dans les cinq jours de l'envoi de cette lettre, le porteur du warrant est tenu, à peine de perdre ses droits contre les endosseurs, de dénoncer le défaut de paiement, quinze jours francs au plus tard après l'échéance, par avertissement pour chacun des endosseurs remis au greffier de la justice de paix compétent, qui lui en donne récépissé. Le greffier fait connaître cet avertissement dans la huitaine qui le suit aux endosseurs, par lettre recommandée pour laquelle un avis de réception doit être demandé.

« En cas de refus de paiement, le porteur du warrant peut, quinze jours après la lettre recommandée adressée à l'emprunteur comme il est ci-dessus prescrit, faire procéder par un officier public ou ministériel à la vente publique de la marchandise engagée. Il y est procédé en vertu d'une ordonnance du juge de paix rendue sur requête, fixant les jour, lieu et heure de la vente ; elle sera annoncée huit jours au moins à l'avance par affiches apposées dans les lieux indiqués par le juge de paix, qui pourra même l'autoriser sans affiches après une ou plusieurs annonces à son de trompe ou de caisse ; le juge de paix pourra, dans tous les cas, en autoriser l'annonce par la voie des journaux. La publicité donnée sera constatée par une mention insérée au procès-verbal de vente.

« L'officier public chargé de procéder prévendra

par lettre recommandée le débiteur et les endosseurs, huit jours à l'avance, des lieu, jour et heure de la vente (1).

« Les articles 622, 623, 624 et 625 du Code de procédure civile sont applicables aux ventes prévues par la présente loi.

« Pour les tabacs warrantés, la vente publique est remplacée par une opposition entre les mains du comptable chargé d'en effectuer le paiement lors de sa livraison au magasin de la régie où il doit être livré, et ce, par simple pli recommandé, avec accusé de réception. Ce magasin sera désigné dès la création du warrant et dans son libellé même. »

La loi de 1906 introduit les innovations suivantes :

Aux termes de la loi de 1898, il suffisait, pour faire procéder à la vente des produits warrantés, d'un avertissement adressé à l'emprunteur au cas de non-paiement.

La loi nouvelle exige que les endosseurs du war-

1. Conclusions du rapporteur : « Notre rédaction, volontairement, ne prescrit pas à l'officier public vendeur de prévenir le bailleur ; cette obligation n'existe, d'après les règles du droit commun, ni au profit du bailleur, ni au profit de tous les autres créanciers nantis ou privilégiés, dans aucun des cas où il est procédé à la vente du gage constitué par le débiteur ou de ses autres biens.

« Les créanciers, prêteurs ou endosseurs investis du warrant, seront avertis, mais c'est à raison de la spécialité de leur privilège et de leur responsabilité solidaire ; il n'y a pas à aller plus loin. »

Rapport Legrand, 8 mars 1906.

rant soient avisés du non-paiement : faute de cet avertissement, ils seraient déchargés de leur responsabilité vis-à-vis du porteur actuel.

En second lieu, tandis que l'article 12 de la loi de 1898 déclarait déchu de son droit de recours contre les endosseurs le porteur de warrant qui ne faisait pas procéder à la vente des produits warrantés, d'après l'article 13 de la nouvelle loi, la vente des produits n'est plus qu'une simple faculté pour le porteur du warrant : toutefois, le recours de ce dernier contre les endosseurs est subordonné à un avis qui doit leur être donné du non-paiement (1).

Notons, en outre, que la loi de 1906 n'autorise la vente des produits warrantés qu'après un délai de quinze jours, partant de l'avertissement adressé à l'emprunteur ; le délai donné par la loi de 1898 n'était que de huit jours. Il y a eu, à la Chambre et au Sénat, un accord unanime à reconnaître que ce délai était trop brutal et trop court.

De plus, la loi de 1906 organise, pour arriver à la vente, une procédure nouvelle, empruntée à la loi du 31 mars 1896.

Mais ce qui est beaucoup plus intéressant, c'est le principe que le porteur de warrant n'est plus obligé de faire procéder à la vente des produits warrantés pour conserver son recours contre les endosseurs ;

f

1. Voir pages 107 et suivantes ce qui est dit au sujet de l'article 13.

ce principe que nous avons déjà signalé à propos de l'article 11 de la loi de 1906, ressort implicitement de l'article 13.

« Si le porteur du warrant fait procéder à la vente conformément à l'article 11 ci-dessus, il ne peut plus exercer son recours contre les endosseurs, et même contre l'emprunteur, qu'après avoir fait valoir ses droits sur le prix des produits warrantés. En cas d'insuffisance du prix pour le désintéresser, un délai d'un mois lui est imparti à dater du jour où la vente de la marchandise est réalisée, pour exercer son recours contre les endosseurs. »

Nous ne retrouvons donc plus ici la disposition de l'article 12 de la loi de 1898, qui décidait que le porteur du warrant perdait son recours contre les endosseurs si, au cas de non-paiement, il ne faisait pas procéder à la vente dans le mois qui suivait l'avertissement qui avait dû être envoyé à l'emprunteur.

Cette obligation de faire procéder à la vente, à laquelle la loi de 1898 soumettait le porteur du warrant, pour qu'il pût conserver son recours contre les endosseurs, est une des raisons qui ont empêché cette loi de donner les résultats qu'on en attendait.

En effet, cette obligation nuisait gravement à la circulation des warrants ainsi qu'à leur escomptabilité, les établissements publics de crédit répugnant à réaliser eux-mêmes leur gage. La Banque de France se refusait systématiquement à escompter les warrants,

à moins qu'elle ne se trouvât en présence de signatures de tout repos. L'une des causes de ce refus était que précisément, d'après la loi de 1898, le dernier porteur était obligé, pour pouvoir exercer son recours contre les précédents endosseurs, de faire procéder à la vente publique des marchandises warrantées. La Banque de France n'a pas, même en matière commerciale et en matière d'effets de commerce, l'habitude de faire procéder elle-même à sa requête aux mesures d'exécution. Elle ne le faisait qu'exceptionnellement. D'ailleurs, de droit commun, elle avait la faculté de s'adresser préalablement aux précédents endosseurs des effets escomptés. Mais précisément, dans la loi de 1898 sur les warrants agricoles, on obligeait le tiers porteur de l'effet, même quand il y avait des endosseurs précédents qui pouvaient le rembourser, à faire vendre les produits warrantés. Aussi la Banque de France et la plupart des établissements de crédit, tout au moins les plus importants, se refusaient à escompter comme à prêter sur les warrants agricoles.

Une telle situation a été prise en considération par le nouveau législateur. On a même repoussé une proposition aux termes de laquelle la vente des produits, sans être obligatoire, constituait du moins un des moyens possibles pour permettre au porteur de warrant non payé de garder son recours contre les précédents endosseurs.

CHAPITRE XIII

Privilège du porteur de warrant

L'article 12 de la loi de 1906 dispose que : « Le porteur de warrant est payé directement de sa créance sur le prix de vente, par privilège et de préférence à tous créanciers, sauf l'exception prévue par l'avant-dernier paragraphe de l'article 2 et sans autres formalités qu'une ordonnance du juge de paix. »

La situation juridique du prêteur n'est pas modifiée par la loi nouvelle, sauf le renvoi que fait l'article 12 à l'avant-dernier paragraphe de l'article 2. Ce dernier texte permet, nous le savons, de contracter un emprunt sur warrant sans donner l'avis destiné à sauvegarder les droits du bailleur d'immeuble, pourvu toutefois que le prêteur y consente, et que l'emprunteur conserve la garde des produits warrantés dans les bâtiments ou sur les terres de l'exploitation : mais, dans ce cas, le privilège du bailleur subsistera dans les termes du droit commun. Nous avons déjà étudié cette situation au début de notre étude, nous n'avons donc pas à insister sur ce point.

Ajoutons simplement à ce qui a été dit que, à part le renvoi à l'avant-dernier paragraphe de l'article 2, la loi nouvelle ne modifie en rien le régime établi par la loi de 1898, que notamment il n'y a pas lieu ici de faire intervenir le privilège des ouvriers, ni le privilège reconnu au profit des contributions indirectes. Ces derniers points ont été clairement établis par les travaux préparatoires de la loi.

M. Perrache avait posé la question suivante: « Aux termes de l'article 12, le porteur du warrant est payé avant tout autre privilège. Sacrifie-t-on au porteur d'un warrant les ouvriers qui, eux aussi, ont un privilège, par exemple ceux qui ont réparé des instruments agricoles tels que les maréchaux-ferrants, les charrons, les bourreliers et enfin cette foule de petits créanciers qui sont des plus intéressants? »

Le rapporteur a répondu avec raison, qu'il n'y avait pas à revenir sur ce point sur les principes établis par la loi de 1898. On ne pouvait laisser primer les warrants par tous les privilèges occultes, qui sont assez nombreux. C'aurait été détruire le crédit agricole lui-même (1).

Le Sénat même repoussa le privilège reconnu au profit des contributions indirectes par la Chambre des députés, qui avait ajouté au texte déjà voté par le Sénat les mots « et indirectes ».

1. Voir Chambre des députés, 1^{re} séance du 27 novembre 1905, *J. Off.* du 28, Déb. parlement., p. 3525.

En somme, il a paru au nouveau législateur comme à celui de 1898, que le warrant devait conserver son caractère de privilège prédominant. Le privilège accordé au warrant prime même celui des frais funéraires et celui des frais de dernière maladie, malgré leur caractère humanitaire. Cela peut paraître excessif, mais se justifie cependant par une considération tirée de l'intérêt général des agriculteurs. On sait que l'étendue exacte des deux privilèges précités est l'objet de certaines controverses. Or, le législateur a voulu éviter les dangers qu'ils auraient pu faire naître pour le porteur du warrant et il a entendu donner à celui-ci une connaissance exacte de l'étendue de son gage.

Peut-être la loi a-t-elle voulu aussi prévenir des conflits possibles sur le caractère de certitude du gage affecté au privilège de l'article 2102 (1^{er} paragraphe, alinéa 4) en sacrifiant ce dernier privilège à celui du créancier sur warrant. Nous estimons que sur ce point la loi, dans son désir de favoriser le crédit agricole, a peut-être dépassé la mesure. N'est-il pas évident que le privilège accordé à raison des sommes dues pour les semences et les frais de récolte de l'année, c'est-à-dire accordé à ceux qui ont contribué, par leurs fournitures ou leur travail, à l'ensemencement ou à la levée des récoltes, à ceux qui ont contribué à former le gage du prêteur sur warrant, devrait primer le privilège de ce créancier ?

APPENDICE

Nous avons étudié les problèmes juridiques intéressants que soulève la législation du warrantage agricole. Pour être complet, il nous reste à indiquer comment la loi a réglé certaines questions que nous avons omises à cause de leur manque d'intérêt doctrinal.

L'article 15 décide que « lorsque, pour l'exécution de la présente loi, il y aura lieu à référé, ce référé sera porté devant le juge de paix de la situation des objets varrantés (1). »

Aux termes de l'article 16 : « Les tarifs et les mesures ordonnées antérieurement pour l'exécution de la loi du 18 juillet 1898, resteront en vigueur jusqu'à ce qu'il ait été ordonné autrement par nouveau décret. Le montant des droits du greffier à prévoir audit décret devra être inférieur d'un tiers au total des

1. D'après le droit commun, les parties auraient dû se présenter devant le président du Tribunal civil. C'est pour une raison de rapidité et d'économie que la loi de 1906, comme auparavant celle de 1898, a décidé que les difficultés relatives au warrantage agricole seraient portées devant le juge de paix.

droits prévus par le décret du 29 octobre 1898 pour les warrants ne dépassant pas mille francs en capital, à moins que l'emprunteur ne demande la délivrance simultanée de plusieurs warrants dont le total serait supérieur à cette somme. Les avis prescrits par la présente loi seront envoyés en la forme et avec la taxe des papiers d'affaires recommandés. »

L'article 17 dispense de « la formalité du timbre et de l'enregistrement les lettres et accusés de réception, les renonciations, acceptations et consentements prévus aux articles 2, 3, 10 et 11, le registre sur lequel les warrants seront inscrits, la copie des inscriptions d'emprunt, le certificat négatif et le certificat de radiation mentionnés aux articles 6 et 7. Le warrant est passible du droit de timbre des effets de commerce (0,05 0/0). L'enregistrement (0,50 0/0) ne deviendra obligatoire qu'en cas de vente opérée en vertu de l'article 11. Le droit à percevoir sur le prix de ladite vente sera de 0,10 0/0 (comme pour les marchandises neuves).

L'article 18 fait bénéficier de la « présente loi les ostréiculteurs (1). »

1 Article voté sur un amendement de M. Chastenet à la Chambre des députés (première séance du 27 nov. 1905. *J. off. Déb. parlement.* p. 3527).

M. Chastenet avait antérieurement déposé un amendement d'une portée plus large, aux termes duquel « tout armateur, pêcheur ou exploitant de parcs ou viviers, peut emprunter sur les produits de la

Enfin l'article 19 déclare: « La présente loi est applicable à l'Algérie. » « L'article 463 du Code pénal est applicable à la présente loi. »

En outre le décret du 7 septembre 1906, promulgué au *Journal officiel* du 13 septembre, a fixé les allocations dues aux greffiers des justices de paix pour l'exécution de la loi du 30 avril 1906, sur les warrants agricoles.

pêche...» L'auteur de l'amendement déclarait d'ailleurs viser surtout les huitres : le rapporteur répondit que cette disposition était acceptée, en tant qu'elle ne s'appliquait pas aux immeubles par destination.

Voir plus haut le commentaire de l'article 1^{er} de la loi de 1906.

CONCLUSION

Nous avons terminé l'étude détaillée des divers articles de la loi de 1906, en les précédant des articles correspondants de la loi abrogée de 1898, pour mieux montrer les progrès accomplis. Parfois même nous avons constaté qu'aucune des deux lois ne donnait satisfaction à nos vœux.

Une vue d'ensemble s'impose maintenant.

La principale tâche du législateur de 1906, comme d'ailleurs de son prédécesseur, aurait dû être de nous donner une idée juste du nouveau droit qu'il consacre. Le cultivateur qui emprunte sur ses produits, sans en perdre la possession, donne-t-il un gage à son créancier, ou bien crée-t-il une nouvelle espèce d'hypothèque sur une partie de ses biens ?

Si nous consultons les lois sur les warrants agricoles, nous remarquons qu'elles parlent toujours de « gage », sans d'ailleurs développer cette idée. Il faut donc nous en référer aux travaux préparatoires. Ici M. Chastenot, rapporteur, a cru pouvoir dire que les produits engagés ayant leur représentation légale dans le warrant « la remise au créancier de ce titre repré-

sentatif peut constituer la tradition qu'exigent les principes en matière de constitution de gage. »

C'est se donner beaucoup de mal pour prouver que le warrant agricole n'est qu'un droit de gage. En quoi d'ailleurs la remise d'un titre peut-elle remplacer la tradition réelle du gage, et assurer le créancier que ce gage demeurera toujours affecté à sa créance ? Peu importe que le porteur de warrant ait en main un titre représentant légalement les produits engagés, si ceux-ci sont détruits ou frauduleusement détournés ! S'ils n'ont pas été assurés, le porteur de warrant devient créancier purement chirographaire.

Mais comment peut-on concevoir l'idée d'un gage sans dessaisissement du débiteur ? Qu'on le veuille ou non, le mot gage impliquera toujours la conception d'un bien meuble que le débiteur remet entre les mains du créancier.

Le droit du créancier sur warrant ne peut, à notre avis, se rapprocher que du droit du créancier qui prête sur hypothèque. Dans un cas comme dans l'autre, le débiteur ne perd pas la possession de son bien ; il ne perd que le droit d'en disposer au préjudice de son créancier.

Seulement, comme nous l'avons d'ailleurs remarqué au cours de notre travail, l'hypothèque de notre législation actuelle peut se diviser, au point de vue théorique, en deux droits bien distincts, le droit de préférence et le droit de suite. Le droit de préférence,

c'est pour le créancier hypothécaire le privilège d'être préféré, au moment du règlement de la créance, aux autres créanciers, chirographaires ou n'ayant qu'une hypothèque d'un rang inférieur à la sienne. Le droit de suite, c'est la faculté de suivre son bien, de le reprendre entre toutes les mains, pour exiger qu'on le paye seul et de préférence à tous les autres créanciers qui se trouvent dans les deux cas que nous venons d'exposer.

Semblable à l'hypothèque qui a existé un moment dans notre ancien droit, et qui ne comportait qu'un droit de préférence, mais aucun droit de suite, le warrant agricole ne comporte jamais que le droit de préférence. C'est donc une hypothèque bien spéciale.

Il nous faut remarquer ici que l'honnêteté de l'emprunteur et la crainte de sanctions pénales sont seules à rassurer le créancier. Il faut avouer qu'une construction juridique édifiée sur des bases aussi subjectives n'a guère de chances de subsister si les résultats pratiques ne viennent faire oublier ce qu'elle a d'irrationnel.

En nous plaçant simplement au point de vue pratique, nous croyons que la loi sur les warrants agricoles peut donner d'excellents résultats. Car le crédit basé sur une hypothèque mobilière offre toujours plus de sécurité que lorsqu'il repose uniquement sur la confiance personnelle. Il faut lui rendre cette justice qu'il est d'un mécanisme bien plus souple et plus

maniable que celui qui s'appuie sur l'hypothèque des immeubles. Ces avantages de sécurité et de simplicité le rendent en même temps le moins onéreux au débiteur. Nous pouvons dire, sans crainte d'être démenti, que, sous cette modalité, le crédit présente les plus grands avantages, avec les moindres dangers.

Nous avons signalé, dans notre avant-propos, que la loi de 1898 n'avait pas donné les résultats espérés. La pratique avait révélé que le warrant agricole n'était pas entré ou n'avait pénétré que d'une manière insuffisante dans les habitudes des cultivateurs. On en accusait surtout la complication de la procédure et l'exagération des frais. Nous avons montré, en outre, au courant de notre travail, que la loi de 1898 pouvait laisser dans le doute la question importante de savoir si le cultivateur peut vendre ses produits warrantés avant d'avoir libéré son gage. Pour nous, même sous l'empire de l'ancienne loi, la solution affirmative n'est pas douteuse. Toutefois, nous reconnaissons que le législateur ne s'est pas montré suffisamment explicite.

Une autre obligation très gênante pour le dernier porteur du warrant, c'était, pour qu'il pût conserver son recours contre les endosseurs précédents, de faire procéder à la vente publique des marchandises engagées dans le court délai d'un mois. Et, pour cette raison, les grands établissements de crédit refusaient souvent de prêter sur warrant.

Nous reconnaissons que la loi de 1906 a corrigé les imperfections que nous venons de signaler. Elle a réduit au strict nécessaire les frais dus au greffier, elle les a diminués d'un tiers. Elle a fait disparaître les complications de la procédure, en ne gardant que les formalités indispensables contre les surprises et les collusions possibles. Elle donne explicitement à l'emprunteur le droit de vendre ses produits warrantés, sous les modalités qu'il lui plaira de choisir, et avec la seule condition de n'opérer la tradition qu'une fois le créancier désintéressé. Elle ne contraint plus le porteur du warrant, pour garder son recours contre les endosseurs, à faire procéder à la vente des produits engagés dans le court délai d'un mois après l'avertissement.

Ce sont là de sérieuses réformes. Mais pourquoi faut-il que sur d'autres points le législateur de 1906 n'ait pas osé aller plus loin, et soit retombé dans les mêmes errements que son devancier ?

Nous nous sommes étendu longuement sur le tort qu'avait commis le législateur en ne contraignant pas l'emprunteur à faire assurer les produits warrantés. Nous avons montré qu'il n'y avait aucune objection sérieuse à opposer au principe de l'assurance obligatoire. Le vrai motif qui a inspiré cette funeste inspiration, nous paraît être plutôt la crainte de combattre trop ouvertement l'esprit de routine des populations rurales, que l'hésitation à poser un

tel principe incidemment dans une loi d'exception. Nous souhaitons qu'une réforme législative intervienne bientôt sur ce point en particulier.

Il y a encore à signaler d'autres imperfections regrettables. Il nous semble que le législateur aurait pu garantir un peu mieux le droit du bailleur d'immeuble, et lui donner un privilège sensiblement analogue à celui de l'article 2102 du Code civil. Il ne lui reconnaît que le droit dérisoire de faire opposition pour les fermages échus ! Et les avances que le bailleur aura pu faire, et les réparations locatives, pour ne citer que ces deux sources de dépenses, ne pouvait-on les garantir d'une façon efficace, sans pour cela entraver la circulation du warrant ?

Comme son prédécesseur, le législateur de 1906 a cru édicter une sage disposition, en donnant à l'emprunteur le droit de rembourser son créancier, sans payer les intérêts qui restent à courir jusqu'à l'échéance, déduction faite d'un délai de dix jours. L'emprunteur n'a donc à solder que les intérêts qui sont échus au jour du remboursement, plus un intérêt de dix jours. Étant données surtout la difficulté et l'insécurité croissantes des placements mobiliers actuels, il nous semble que le législateur aurait plutôt dû encourager les capitalistes à faire des prêts sur warrants agricoles, par des dispositions de faveur. Où croit-on trouver des prêteurs aussi confiants, aussi empressés à changer leurs placements ?

Nous voyons plus loin, enfin, que des privilèges absolument dignes d'intérêt, sont, sans motifs sérieux, primés par celui du porteur du warrant. Remarquons que le cultivateur qui aura ensemencé le champ, que le petit propriétaire ou l'ouvrier agricole qui aura fait les avances ou fourni la somme de travail nécessaires à la bonne venue de la récolte, verront leur privilège sacrifié au profit d'une personne, banquier ou tout autre tiers, qui n'aura fait qu'escompter le titre qu'on lui a remis. N'y a-t-il pas un principe de droit ou même simplement de bonne justice qui décide que ceux qui ont contribué à former ou simplement à préserver le gage d'un créancier, si intéressant soit-il, ont un privilège supérieur à celui de ce dernier ?

Enfin nous n'insisterons pas ici sur la singularité de certaines théories juridiques émises par les auteurs de la loi. Nous avons déjà fait remarquer l'erreur de M. Chastenet qui voit dans le warrant un droit de gage. Nous avons montré ailleurs qu'on ne peut concevoir un propriétaire constitué dépositaire de sa propre chose. Les erreurs analogues abondent dans les rapports et les discussions. On peut, malgré tout, en excuser les auteurs, puisqu'ils fondaient une législation nouvelle qui a ses mérites aussi.

Malgré ses solutions insuffisantes ou même très critiquables, nous estimons que la loi de 1906 constitue un sérieux progrès en matière de warrantage

agricole. On peut escompter que ses défauts seront sensiblement atténués par l'esprit d'honnêteté de la population rurale.

Quel sera l'effet de ces réformes ? Nous sommes trop rapprochés de la genèse de la loi pour avoir à notre disposition les documents nécessaires. Seul, un avenir encore éloigné pourra nous l'apprendre.

Vu : le Président de thèse,

WEISS

Vu le Doyen

LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer,

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

L. LIARD

BIBLIOGRAPHIE

PERRIN, BAR. — Warrants agricoles.

DE BASTARD. — Warrants agricoles.

CARPENTIER. — *Recueil de lois*.

Codes Rivière.

Dalloz, 1898, t. IV, p. 89 ; 1907, t. IV, p. 8.

Débats parlementaires.

Documents parlementaires.

Collection Duvergier.

GALLIET. — Des warrants agricoles, loi du 18 juillet 1898, thèse, Caen, 1899.

GODEMEL. — Etude sur les warrants agricoles d'après la loi du 18 juillet 1898, th. Paris, 1900.

Grande Encyclopédie.

KERANGAL. — Warrants agricoles.

Pandectes françaises, recueil mensuel, 1899, III, p. 93 ; 1906, III, p. 239.

RIBADEAU-DUMAS. — Des warrants agricoles. Commentaire théorique et pratique de la loi du 18 juillet 1898, thèse, Paris, 1900.

PLANIOU. — Traité élémentaire de Droit civil, t. II.

SIREY. — Lois annotées, 1898, p. 655 ; 1907, p. 383.

SOUDAT. — Des warrants agricoles.

Etude sur la loi du 18 juillet 1898. Th. Paris, 1902.

THALLER. — Traité élémentaire de droit commercial, 1904.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	5
CHAPITRE I. — Définition du warrant. Étude de ses principaux caractères	9
CHAPITRE II. — Produits warrantables.	14
CHAPITRE III. — Des personnes pouvant warranter	25
CHAPITRE IV. — Lieux de dépôt des produits war- rantés	27
CHAPITRE V. — Formalités préalables à l'établis- sement du warrant	35
CHAPITRE VI. — Constitution du warrant.	51
CHAPITRE VII. — Nature des créances garanties par le warrant	65
CHAPITRE VIII. — Publicité du warrant	67
CHAPITRE IX. — Circulation et endossement du war- rant	73
CHAPITRE X. — Situation juridique de l'emprunteur.	77
CHAPITRE XI. — Payement du warrant.	99
CHAPITRE XII. — Réalisation du gage warranté	103
CHAPITRE XIII. — Privilège du porteur de warrant.	109
APPENDICE	112
CONCLUSION	115

